



## Réunion des États Parties

Distr. générale  
15 février 2002  
Français  
Original: anglais et français

**Douzième réunion**  
New York, 16-26 avril 2002

### Élections au Tribunal international du droit de la mer : notices biographiques des candidats proposés par les États Parties

**Note du Greffier**

#### Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	2
II. Notices biographiques des candidats .....	3
Lennox Fitzroy Ballah .....	3
Hugo Caminos .....	7
Moses Hungwe Chinhengo .....	15
Jean-Pierre Cot .....	18
André Makengo Kisala Mazyambo .....	20
Bonyi Mukadi .....	23
Tafsir Malick Ndiaye .....	26
Okola Akich .....	29
Marko Pavliha .....	33
Tullio Treves .....	41
Xu Guangjian .....	45
Alexander Yankov .....	48
José Antonio de Yturriaga Barberán .....	52



## **I. Introduction**

Ci-après figurent les notices biographiques des candidats aux sièges du Tribunal international du droit de la mer qui doivent être pourvus par élection au cours de la douzième réunion des États Parties (une liste nominative des candidats a été publiée sous la cote SPLOS/77).

## II. Notices biographiques des candidats

### Lennox Fitzroy Ballah (Trinité-et-Tobago)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 26 août 1929, Fyzabad (Trinité-et-Tobago).

#### Études

- 1966-1967 Boursier de recherche de la Dotation Carnegie à la Colombia University, New York (School of International Relations et Law School) LLM (droit international) (Colombia University).
- 1962-1965 University of London and Middle Temple, LLB (Mention) (1965); avocat (1964).  
A passé avec succès l'examen final d'admission au barreau du Council of Legal Education (1964), Londres (Mention deuxième classe).  
Admis au barreau anglais en mai 1965.  
Admis au barreau de la Trinité-et-Tobago en septembre 1965 : avocat.
- 1953-1957 Titulaire d'une bourse du Gouvernement de la Trinité-et-Tobago au University College of the West Indies (Jamaïque).  
Diplôme universitaire BA (Général) (Londres) 1957.
- 1950 École normale.  
Diplôme de l'École normale (1950).

#### Expérience et activités professionnelles

- Depuis 1997 Avocat à son compte.
- 1996-1997 Premier Président du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins.
- 1989-1997 Directeur de l'Institute of Marine Affairs, Chaguaramas (Trinité).
- 1967-1970 Premier Secrétaire, Mission permanente de la Trinité-et-Tobago auprès de l'ONU.
- 1965-1966 Assistant administratif, Ministère des affaires extérieures de la Trinité-et-Tobago.
- 1963-1965 Maître de conférences au Commonwealth Institute, Londres.
- 1958-1962 Professeur responsable d'un groupe d'internes et enseignant à l'école secondaire Apam (Ghana).
- 1947-1953 Enseignant à l'école moyenne Fyzabad, Trinité-et-Tobago.

A donné de nombreuses conférences et est l'auteur de nombreux articles consacrés au droit international et à d'autres questions, notamment le droit de la mer, le droit des traités et la médiation et la conciliation internationales.

Chargé de cours, stage régional de formation et de perfectionnement en droit international destiné aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, Brasilia (novembre-décembre 1998).

Chargé de cours, stage de formation à l'intention du personnel diplomatique du Suriname intitulé : Théorie et pratique de la diplomatie et de la négociation internationale (1987).

Chargé de cours, Séminaire de l'UNITAR sur la planification et l'analyse en politique étrangère – Conciliation et médiation internationales, Nairobi (août 1986).

Chargé de cours, Séminaire sur la diplomatie et la négociation internationale organisé à l'intention des hauts fonctionnaires namibiens (SWAPO), Lusaka (juillet-août 1985).

Chargé de cours sur la théorie et la pratique de la diplomatie à l'Institute of International Relations, University of the West Indies, St-Augustine (Trinité-et-Tobago) (depuis 1972).

#### **Participation à des conférences**

Représentant de la Trinité-et-Tobago de la vingt-deuxième à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et à d'autres sessions.

Représentant suppléant de la Trinité-et-Tobago auprès du Comité du fond des mers de l'ONU (1969-1971).

Chef de la délégation trinidadienne aux négociations avec le Venezuela sur la délimitation maritime et la pêche (1973-1983).

Chef de la délégation trinidadienne chargée de négocier l'Accord de pêche conclu entre la Trinité-et-Tobago et le Brésil en 1975.

Président de la délégation trinidadienne de la troisième à la dixième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Président du Groupe des 77 à la cinquième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Représentant de la Trinité-et-Tobago aux réunions des comités permanents des ministres et responsables sur le droit de la mer et les affaires étrangères de la CARICOM (1972-1983).

Membre de la délégation trinidadienne chargée des négociations avec le Venezuela concernant la délimitation maritime (1989-1990).

Représentant de la Trinité-et-Tobago à la Conférence de Saint-Domingue sur le droit de la mer (1972).

Membre de la délégation trinidadienne chargée des négociations avec la Grenade sur la délimitation maritime (depuis 1992).

Président de la Commission spéciale 2 (Entreprise) de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1994).

Membre de la délégation trinitadienne aux sessions de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (1996-1997).

#### **Affiliation à des organisations**

American Society of International Law.

International Law Association.

Trinidad and Tobago Law Association.

Columbia University Alumni Association.

#### **Communications et articles publiés**

« The UN – Its Role in Promoting and Protecting World Peace and Security » (Colloque sur l'ONU au XXI<sup>e</sup> siècle, parrainé par le Centre d'information des Nations Unies et l'Institute of International Affairs de la Trinité-et-Tobago, Port of Spain, 19 septembre 1989).

« An International Perspective on the Law of the Sea » (Conférence sur les questions d'actualité liées à la politique des États-Unis dans le domaine des océans, Centre for Oceans Policy, University of Virginia School of Law, 30 mars-1<sup>er</sup> avril 1989).

« Law of the Sea: What it is and How it will change Fishing and Marketing Practices in the Caribbean » (Actes de la trente-sixième Conférence annuelle du Gulf and Caribbean Fisheries Institute, Port of Spain, novembre 1983, Miami (Floride), James Higman, 1984).

« The Caribbean and the Emerging Law of the Sea » (Maritime Issues in the Caribbean, ed., F. Jhabvala, compte rendu des travaux d'une conférence tenue à la Florida International University, le 13 avril 1981, University Presses of Florida).

« The Continental Shelf: A Doctrine in Eclipse », publié dans les actes de la quatrième Conférence latino-américaine sur la géologie (7-15 juillet 1979).

« Applicability of the Archipelago and Mare Clausum Concepts to the Caribbean Sea » *Pacem in Maribus*, IV, Malte, 23-26 juin 1973, Projet d'étude caraïbe, Institut international de l'océan, Royal University de Malte (1973).

« Activities of the United Nations General Assembly since 1966 relating to the Seabed and Ocean Floor » (The United Nations and Ocean Management, Actes de la cinquième Conférence annuelle du Law of the Sea Institute, 15-19 juin 1970, publié par l'Université de Rhode Island, ed. L. M. Alexander).

« The Living Resources of the Exclusive Economic Zone of Trinidad and Tobago and their potential contribution to national development » (1991) (présenté à la Réunion sous-régionale de la FAO sur l'exploitation de la pêche dans les zones économiques exclusives des pays caraïbes anglophones, St. George's, la Grenade, 12-14 février 1992).

« The Universality of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea: Common Heritage or Common Burden? », Conférence sur le droit international au Qatar, Doha (1994), à paraître.

**Autres activités**

Coordonnateur du groupe d'étude chargé d'examiner la structure de l'Institute of Marine Affairs de la Trinité-et-Tobago (1989).

Membre du Comité (Bruce Committee) chargé d'examiner et de présenter des recommandations en vue de la restructuration des services de police de la Trinité-et-Tobago (1979-1984).

Président du Comité chargé d'examiner les activités menées au titre d'arrangements intergouvernementaux conclus entre la Trinité-et-Tobago et certains pays étrangers (1981).

Membre de la Commission d'enquête sur les activités de la société Trinidad Texaco Co. Ltd. (Textrin) et leurs conséquences s'agissant des intérêts de la Trinité-et-Tobago (1979-1980).

Président de la Commission interministérielle sur le droit de la mer du Gouvernement trinidadien (1977-1983).

Membre du Conseil d'administration de l'Institut sur l'environnement et le développement des Caraïbes, San Juan (Porto Rico) (depuis 1992).

## **Hugo Caminos (Argentine)**

[Original : anglais]

### **Fonctions actuelles**

Juge au Tribunal international du droit de la mer.

Professeur invité de droit international public et de droit de la mer, Faculté de droit de l'Université de Miami, depuis 1995.

### **Études universitaires**

Faculté de droit et de sciences sociales, Université de Buenos Aires : certificat d'aptitude à la profession d'avocat, 1942; docteur en droit, 1964.

Université de Californie (Berkeley) et Los Angeles, et Columbia University (New York) : études universitaires supérieures de droit international, 1945-1946.

New York School for Social Research : études universitaires supérieures en relations internationales, 1946.

### **Fonctions diplomatiques et fonctions occupées dans des organismes internationaux**

Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique à l'Organisation des États américains (OEA), Washington, 1984-1994.

Membre de la délégation argentine à la reprise de la onzième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, décembre 1992.

Membre du Groupe d'experts, constitué par le Secrétaire général de l'OEA, à la demande des Gouvernements de la Trinité-et-Tobago et du Venezuela, chargé d'enquêter sur l'incident frontalier entre les deux pays à proximité du golfe de Paria et de formuler des recommandations en vue de son règlement, décembre 1989.

Ambassadeur de l'Argentine au Brésil, 1981-1984.

Directeur adjoint, troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, 1974-1981.

Observateur des Nations Unies à la quatrième Réunion du Sous-Comité du développement de la coopération avec les organisations internationales intéressées par la pêche, du Comité de la pêche de la FAO, Lisbonne, 1976; à la onzième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, 1978; à la onzième Réunion du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale (UNESCO), Mexico, D. F., 1979; et à la quatorzième session du Comité de la pêche de la FAO, Rome, 1981.

Chef de la Division des organisations internationales (1971-1972), et Conseiller juridique (1972-1973), Ministère argentin des affaires étrangères.

Représentant de l'Argentine aux vingt-sixième et vingt-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, en 1971 et 1972 (Sixième Commission).

Membre du Groupe argentin à la Cour permanente d'arbitrage, La Haye, 1962-1976.

**Expérience universitaire**

Professeur de droit international public, Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires; professeur adjoint, 1956-1957; professeur associé, 1958-1962; professeur titulaire, 1963-1987; professeur honoraire, 1988.

Professeur à l'Instituto del Servicio Exterior de la Nación du Ministère argentin des affaires étrangères; droit international public, 1963; organisations internationales, 1967; institutions internationales, 1972.

Chargé de cours aux sessions suivantes du Programme externe de l'Académie de droit international de La Haye : Buenos Aires (1972 et 1986); Mexico (1979); Brasilia (1984); et Bogotá (1989).

Coordonnateur du cours annuel de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain de l'OEA à Rio de Janeiro, (1984-1994).

Maître de conférences aux cours de droit international organisés par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique latine, dans les Caraïbes et aux États-Unis d'Amérique (1973-1985).

Participation aux sessions de l'Institut du droit de la mer, Kingston, Rhode Island, 1972; San Francisco, Californie, 1984; Gênes (Italie), 1992; Miami (États-Unis), 1998.

Directeur d'études, section anglophone (droit international public) à la session de 1973 de l'Académie de droit international de La Haye.

Séminaires sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à l'Académie de droit international de La Haye, 16-17 juillet 1975.

Interventions aux séminaires organisés par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Santiago (1977) et à Buenos Aires (1978) sur l'économie des océans.

Séminaire sur « Le nouveau droit de la mer », Conseil argentin pour les relations internationales, Buenos Aires, juin 1979.

Intervention aux Deuxièmes journées de droit international d'Amérique latine organisées par l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili, sous les auspices de l'OEA, Viña del Mar, 1er-5 décembre 1980.

« Les négociations sur le droit de la mer ». Conférence donnée au Foreign Service Institute du Département d'État des États-Unis, dans le cadre du Séminaire sur la diplomatie multilatérale, sous les auspices de l'Académie mondiale pour la paix, 23-27 février 1981. Communication sur le thème « Le plateau continental à la Conférence sur le droit de la mer » dans le cadre du Colloque sur « Le nouveau droit de la mer » organisé par le Conseil argentin pour les relations internationales et l'Instituto Naval de Conferencias, Buenos Aires, 7-11 septembre 1981.

Intervention aux Deuxièmes Journées de droit international d'Amérique latine organisées par le Ibero-American Forum et la Faculté de droit du Département de droit civil de l'Université d'Ottawa, 11 avril 1991.



Intervention à la Réunion des groupes d'experts internationaux sur le transfert de l'exécution des sanctions pénales, organisée par l'ONU et l'Institut supérieur international des sciences criminelles, Syracuse (Italie), 3-8 décembre 1991.

Participation à l'atelier sur les questions concernant le projet de code relatif aux crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et la nature et la structure d'une cour pénale internationale, organisé par l'Association internationale de droit pénal et l'Institut supérieur international des sciences criminelles, en coopération avec le Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Courmayeur (Italie), 25-29 mars 1992.

Rapporteur [en collaboration avec M. Sharon A. Williams, Université de York (Ontario)] sur la question de la structure et de la composition d'un tribunal pénal international à la Réunion internationale sur la création d'un tribunal pénal international, organisée par le Centre international pour la réforme du droit pénal et la politique relative à la justice pénale, à l'Université de Colombie britannique sous les auspices du Ministère canadien des relations extérieures et du commerce international, Vancouver, 22-26 mars 1993.

Présentation d'un exposé sur « Le droit d'intervention humanitaire » à la Conférence sur les questions juridiques internationales dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, à Doha, du 22 au 25 mars 1994.

Présentation d'un exposé au Séminaire international sur « La zone économique exclusive et le régime de la pêche », organisé par l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili, 1984-1994.

Cours et séminaires à la Rhodes Academy of Oceans Law and Policy, quatrième session, juillet-août 1999, Rhodes (Grèce).

Intervention au Séminaire d'experts sur le droit de l'environnement, Bilbao (Espagne), février 1999 (UNESCO et Haut Commissariat aux droits de l'homme).

« Le droit d'intervention humanitaire », conférence donnée à l'Institut d'études diplomatiques, Ministère des affaires étrangères, Riyad, octobre 2000.

Stages et séminaires à la Rhodes Academy of Oceans Law and Policy, juillet 2001, Rhodes (Grèce).

« Les dispositions de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », septembre 2001, cours euroméditerranéens, Castellón (Espagne).

« Tribunal international du droit de la mer », conférence donnée à l'Université de Varsovie, octobre 2001.

#### **Autres activités universitaires**

Participation aux réunions et séminaires suivants sur le droit international : Institut uruguayen de droit international, Montevideo, 1959; Institut argentin de droit international, Buenos Aires, 1960; Association de droit international, Buenos Aires, 1968; La Haye, 1979; Bruxelles, 1973; Association interaméricaine du barreau, Montevideo, 1951; Sao Paulo, 1954; Buenos Aires, 1957; Association de droit international, Comité des fonds marins, Heidelberg, 1971; Columbia University, 1973; Université de Houston, 1974; Université du Suffolk, 1975; Université de Montréal, 1975; Commission économique pour l'Amérique latine, Santiago, 1976, et

Buenos Aires, 1977; Faculté de droit de Comell, 1977; Association de droit international, Projet de l'UNESCO relatif à la théorie et à la méthodologie du droit international, Oxford, 1977; Dotation Carnegie pour la paix internationale, New York, 1977; Observatoire de Lamont-Doherty, Columbia University, 1978; Bryn Mawr College, 1977; Centre de recherche sur le nouvel ordre économique international, Réunion du Groupe de travail sur les aspects juridiques, St. John's College, Oxford, 1979; Colegio Interamericano de Defensa, 1979 et 1986; UNITAR et Institut libyen d'études diplomatiques sur les vestiges de la Seconde Guerre mondiale et le peuple libyen, Genève, avril-mai 1981; Université de Sao Paulo, Faculté de droit, 1982; Université de Brasilia, Département des sciences politiques et des relations internationales, 1982; Université de Pernambuco, Faculté de droit, Recife, 1983; Faculté de droit de l'American University, Washington, 1985; Faculté de droit de l'Université de New York, 1984 et 1985; Conseil canadien du droit international, Ottawa, réunions annuelles en 1984, 1985 et 1991; septième Réunion annuelle des centres membres du Programme d'études conjointes sur les relations internationales de l'Amérique latine, Bogotá, 1985; Université de Georgetown, Faculté de droit, 1987, et Université George Washington, Faculté de droit, 1989; Université George Mason, Centre sur le règlement des conflits, 1987, et Faculté de droit, 1993; Université de Dayton, Département des sciences politiques, Dayton, Ohio, 1989; membre du jury (avec Stephen Schwebel, juge à la Cour internationale de Justice, et le professeur Anthony D'Amato) du concours de plaidoirie en droit international Philip C. Jessup pour les étudiants en droit international organisé par la Société américaine de droit international, New York, 1985; membre de plusieurs jurys de concours de recrutement de professeurs titulaires et associés de droit international public pour les Universités de Buenos Aires, La Plata, del Litoral et del Nordeste; Center for Oceans Law and Policy, Faculté de droit de l'Université de Virginie : quatorzième Séminaire annuel (1990) : State Practice and the 1992 Law of the Sea Convention, Cascais (Portugal); dix-septième Séminaire annuel (1993) : New National perspectives on the Law of the Sea Convention Washington, vingt-deuxième Séminaire annuel (1998) : Oceans Policy, New Institutions, Challenges and Opportunities, Montego Bay (Jamaïque).

#### **Institutions scientifiques dont l'intéressé est membre**

Institut de droit international, membre associé, 1979, membre depuis 1983; membre du curatorium international de l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique, depuis 1987; membre de l'Association de droit international (section Argentine); Conseiller, Conseil argentin des relations internationales; Société américaine de droit international; Association argentine de droit comparé; ancien membre correspondant en Argentine de l'Institut Hans-Kelsen de Vienne; Académie nationale de droit et de sciences sociales, Buenos Aires, depuis 1995; Association latino-américaine de droit international public et organisation internationale (Genève), depuis 1996.

#### **Publications**

*Bibliografía de Hans Kelsen* (en collaboration avec Ernesto Hermida). Tipografía Editora Argentina, Buenos Aires (1949).

« La Enseñanza Universitaria del Derecho Internacional Público en los Estados Unidos », 3 *Revista Jurídica de Buenos Aires*, 137 (1958).

« La Corte Internacional de Justicia », dans *Curso para la enseñanza sobre las Naciones Unidas*, Facultad de Ciencias Económicas, Comerciales y Políticas de la Universidad Nacional del Litoral, Rosario (1961).

« Las Reservas en las Convenciones Multilaterales », monographie présentée pour le concours de recrutement de professeurs de droit international à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires (1959).

« El Secretario General de las Naciones Unidas », dans *Curso para la enseñanza sobre las Naciones Unidas*, Instituto de Derecho Internacional, Facultad de Ciencias Económicas, Comerciales y Políticas de la Universidad del Litoral, Rosario (1962).

*La Convención Europea sobre Derechos Humanos: Resultado de una Experiencia Internacional*, Instituto de Publicaciones del Centro Naval, Buenos Aires (1970).

La Unión Postal de las Américas y España y el Transporte Marítimo Internacional de la Correspondencia (thèse de doctorat), Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires (1964).

« Un Mecanismo Internacional para los Fondos Marinos », *Revista La Ley*, No 157, Buenos Aires (1973).

« The Law of the Sea at the Caracas Session: A Brief Evaluation », 14 *Columbia Journal of Transnational Law*, 80 (1975).

« La Explotación de los Recursos Vivos del Mar: Los Problemas Involucrados en las Negociaciones de las Naciones Unidas y otros Foros », 1 *ECLA: Economía de los Océanos*, 75 (1978).

« El Régimen de la Pesca y la Conservación de los Recursos Vivos en la Zona Económica Exclusiva: Implicaciones Jurídicas y Económicas », *ECLA: Economía de los Océanos*, 97 (1978).

« Algunas Consideraciones sobre la Contribución de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar a la Creación de un Nuevo Régimen Jurídico para los Océanos », 1: *Revista Argentina de Derecho Militar*, 17, Buenos Aires (octubre 1981).

« Nuevos Mecanismos Procesales para la Eficacia de la Solución Pacífica de las Controversias con Particular Referencia a la Solución no Judicial en el Ambito de las Naciones Unidas », *Perspectivas del Derecho Internacional de Chile* (1981).

« Aspects of NIEO in the Third UN Law of the Sea Conference: Exclusive Economic Zone and the Continental Shelf », dans *Legal Aspects of the New International Economic Order*, 188 (K. Hossain), Londres (1980).

« Análisis General de los Trabajos de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar », dans *XI Curso de Derecho Internacional*, 105, Comité Jurídico Interamericano, Organización de los Estados Americanos, Washington, (1983).

« The Regime of Fisheries in the Exclusive Economic Zone », dans *Exclusive Economic Zone: A Latin American Perspective*, 143 (compilation : Orrego Vicuña), Westview Press, Boulder, Colorado (1984).

« The Law of the Sea Convention », « Customary International Law and the Role of Law Within the International Community », dans *The developing Order of the*

*Oceans* (éd. : Krueger et Riesenfeld), 18 Law of the Sea Institute, Actes 475, Université de Hawaï (1985).

« The Question of Competence in Intra-Regional Conflicts and Disputes: The United Nations and the OAS Chartes », dans *The Peaceful Settlement of Disputes, Actes de la Conférence* de 1984 du Conseil canadien de droit international, Ottawa (1984).

« Les sources du droit de la mer » (en collaboration avec Vicente Marotta Rangel), dans *Traité du nouveau droit de la mer*, p. 27 à 121 (Dupuy et Vignes, éd.), Paris-Bruzelles, Economica (1985).

« Progressive Development of International Law and the Package Deal » (en collaboration avec Michael R. Molitor), 79 *American Journal of International Law*, 871 (1985).

« The Latin American Contribution to International Law », *The American Society of International Law*, Actes de la quatre-vingtième réunion annuelle, p. 157 à 161, Washington (1986).

« Some Considerations on the Protection of Refugees in the Inter-American System, with Particular Reference to the Situation of Refugees in Central America », *Proceedings of the 1987 Montreal Human Rights Conference on Refugees*, the Institute of Research on Public Policy, Ottawa (1987).

« The Legal Regime of Straits in the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea », *Recueil des cours*, vol. 205 (1987), p. 9 à 245.

« The Inter-American Convention on International Commercial Arbitration », *Foreign Investment Law Journal*, International Centre for Settlement of Investment Disputes Review, vol. 3, No 1, printemps 1988, p. 107 à 117.

« New Departures in the Exercise of Inherent Powers by American States: The Central American Situation » (en collaboration avec Roberto Lavalle), 83 *American Journal of International Law*, 395 (1989).

« L'exercice de pouvoirs implicites par le Secrétaire général de l'Organisation des États américains dans le cadre de l'établissement de la paix en Amérique centrale », *Annuaire français de droit international*, XXXV, Paris (1989), p. 189 à 203.

« Los Estrechos Exceptuados del Régimen Jurídico de los Estrechos Utilizados para la Navegación Internacional de la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar », dans *Temas de Derecho Internacional en Homenaje a Frida M. Pfirter de Armas Barea*, Fundación del Centro de Estudios Internacionales de Buenos Aires, p. 211 à 226 (1989).

« Algunas Consideraciones sobre la Protección del Medio Marino en los Estrechos Utilizados para la Navegación Internacional en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar », *Revista de la Comisión Permanente del Pacífico Sur*, No 17, Bogotá, (1989), p. 181.

« Diálogo y Voluntad Política Hemisférica », dans *Panel sobre las Relaciones Hemisféricas, la República Argentina y la Situación Internacional*, actes d'une table ronde organisée sous les auspices de l'Ambassade de l'Argentine auprès de l'OEA, Washington, 17 janvier 1990.

« State Practice in the Developing World: Latin America » dans *Proceedings of the 14th Annual Seminar of the Center for Oceans Law and Policy, State practice and*

*the UN Convention on the Law of the sea*, Cascais (Portugal), 19-22 avril 1991, Faculté de droit de l'Université de Virginie (compilation de M. H. Nordquist), p. 92 à 109.

« La Convención de las Naciones Unidas y la Práctica de los Estados latinoamericanos ». Communication présentée à la Réunion internationale d'experts juridiques consacrée à l'Amérique latine et à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, organisée par la Commission permanente du Pacifique Sud (CPPS), Santiago (Chili), du 13 au 17 mai 1991.

Communication présentée au colloque sur la création d'une cour de justice pour le Marché commun du Sud (MERCOSUR), Instituto Artigas, Ministerio de Relaciones Exteriores, Montevideo, 30 octobre-1er novembre 1991, *Ediciones del Instituto Artigas del Servicio Exterior*, Montevideo (1992), p. 75 à 81.

« The United Nations Convention on the Law of the Sea: Developments in the Legal Regime of Marine Spaces under National Sovereignty or Jurisdiction » dans *Thesaurus Acrosasium*, Institute of Public International Law and International Relations, Thessalonique (1991), p. 350 à 370.

« Luis A. Podesta Costa ». Conférence donnée à sa mémoire à la séance inaugurale du dix-huitième stage de droit international organisé par Interamericano, Ediciones Jurídicas de las Américas, vol. 12, Washington, (1991), p. 1 à 12.

« La OEA: Pasado, Presente y Futuro » dans *La Organización de los Estados Americanos en el Centenario del Sistema Interamericano* par Louis Perret et Agueda Reus-Bazn. Universidad Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas. México (1992).

« Latin America and the Law of the Sea: Past, Present and Future », dans *The Law of the Sea: New Worlds, New Discoveries*. Law of the Sea Institute, Actes No 26 (1992).

« Democratic Legitimacy in the Inter-American System ». Communication présentée à la quatre-vingt-septième Réunion annuelle de la Société américaine de droit international sous la rubrique « The Effects of the New World Order on the Third World », Washington, 31 mars-3 avril 1993. Actes, p. 41 à 48.

« La Legitimidad de la Democracia Representativa y su Reciente Evolución en la Organización de los Estados Americanos ». Liber Amicorum en hommage à Eduardo Jimenez de Aréchaga, Montevideo (1994), p. 1037 à 1057.

« Humanitarian Intervention and the Inter-American System », dans *International Legal Issues arising under the United Nations Decade of International Law* (Al-Navimi et R. Meese, éd.), Kluwer (1995), p. 963 à 998.

« Some Considerations on Harmonization of Pre-existing 200-Mile Claims in Latin America with Part V of the United Nations Convention on the Law of the Sea », Liber Amicorum en hommage à Gunter Jaenike, (J. A. Frowein et R. Wolfrum, éd.), Spriger (1998), p. 465 à 482.

« The role of the Organization of American States in the promotion and protection of democratic governance », Recueil des Cours, vol. 273 (1998), p. 103 à 237.

« La Declaración Universal de los Derechos Humanos: 1948-1998 », Academia Nacional de Derecho y Ciencias Sociales, Anales Año XLIII, 36 Buenos Aires (1998), p. 9 à 19.

« Harmonization of Pre-Existing 200-Mile Claims in the Latin American Region with the UN Convention on the Law of the Sea and its Exclusive Economic Zone », dans l'*Inter-American Law Review*, Université de Miami, vol. 30, No 1 (1998), p.9 à 30.

« The Jurisdiction of the International Tribunal for the Law of the Sea: an Overview », dans *Oceans Policy: New Institutions, Challenges and Opportunities* (M. H. Nordquistand, J. Moore, éd.), M. Nijhoff (1999), p. 93 à 108.

José María Ruda (1924-1994), *Liber amicorum* en hommage au juge José María Ruda, Kluwer Law International (2000), p. XXXIII à XL.

« The Inter-American System for the Protection of Human Rights », dans *Manual on Human Right Education for Universities*, UNESCO (à paraître en 2002).

« The Law of the Sea-Collection of Essays on International Law », National University of Australia, H. Caminas (éd.), Ashgate (Royaume-Uni), 2001.

## Moses Hungwe Chinhengo (Zimbabwe)

[Original: anglais]

Date et lieu de naissance : 29 octobre 1955, Masvingo (Zimbabwe).

### Études

Bachelier en droit, Université du Zimbabwe (1976-1978).

Certificat de législation, Université du Zimbabwe (1983).

Bachelier en droit, Université du Zimbabwe (1984).

Habilitation à l'exercice de la profession de juriste (14 février 1985).

### Expérience professionnelle

Directeur adjoint stagiaire, Munich Reinsurance of South Africa Limited, Johannesburg (janvier-juillet 1979).

Commis principal aux demandes d'indemnisation, Lesotho National Insurance Company, Maseru (Lesotho) (août-décembre 1979, lorsqu'il était réfugié dans ce pays).

Employé au Bureau juridique du Zimbabwe African National Union Patriotic Front (ZANU/PF) à Harare (pendant la campagne électorale de 1980).

Sous-Secrétaire, Département juridique du Ministère des affaires étrangères du Zimbabwe (1980-1982).

Avant de prendre mes fonctions au Ministère, j'ai suivi une formation diplomatique (cinq semaines) et consulaire (cinq semaines également) préparatoire au Ranche College de Harare.

Participé à la négociation de nombreux accords multilatéraux et bilatéraux en tant que Conseiller juridique principal du Ministère des affaires étrangères.

Assisté à de nombreuses conférences internationales, par exemple à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et aux réunions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins;

Juriste en chef, Ministère de la justice et des affaires juridiques et parlementaires du Zimbabwe (1983-1989).

Je suis entré au Ministère des affaires juridiques et parlementaires en 1983 en tant que juriste à la Section des conseils juridiques et ai gravi les échelons de la hiérarchie jusqu'au poste de juriste en chef (supervisant la rédaction de textes législatifs) au Bureau du Procureur général.

Secrétaire adjoint, Zimbabwe Development Corporation (1989-1991).

Pendant la période de deux ans et demi où j'ai été employé par la Zimbabwe Development Corporation, mes principales fonctions consistaient à :

- Rédiger et réviser des documents juridiques liés aux activités de la société;
- Superviser les travaux de secrétariat au sein de la société;

- Assister aux réunions du Conseil d'administration de la société et de ses comités ainsi qu'à celles des conseils d'administration de ses filiales;
- Conseiller les membres de la société et de ses filiales sur les questions juridiques;
- Donner des conseils pour la négociation, la planification et l'exécution de projets;

Secrétaire de la société Fidelity Life Assurance (Private) Ltd. du Zimbabwe (ancienne dénomination : Legal and General Assurance Company) (1991-1994).

J'ai commencé à travailler pour cette société en décembre 1991. Mes principales fonctions consistaient à :

- Assister aux réunions du conseil d'administration et établir les procès-verbaux;
- Gérer le portefeuille d'assurances de la société (couvrant ses propres risques) et fournir des conseils juridiques à cette dernière;
- Superviser l'administration générale, le personnel et les biens. Trois cadres étaient placés sous ma direction : le directeur administratif, le directeur du personnel et de la formation et l'administrateur des biens;

En ce qui concerne la gestion des biens, j'ai dirigé et supervisé la construction de quatre bâtiments de la société, impliquant des investissements de plusieurs millions de dollars, à Harare, Bulawayo et Mutare.

#### **Participation à des réunions/conférences**

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et réunions de la Commission préparatoire : 1980-1987 (New York, Genève et Kingston).

Commission d'enquête sur les crimes de l'apartheid (Luanda, 1981).

Négociation d'un prêt avec la Banque africaine de développement (Abidjan, 1988).

Forum régional sur le droit de la propriété intellectuelle (Le Caire, mai 1989).

Participation à de nombreuses autres réunions bilatérales et multilatérales.

#### **Autres études**

En 1992 et 1993, j'ai suivi un enseignement au Chartered Institute of Secretaries. Je n'ai pas terminé ce cycle d'études mais ai néanmoins obtenu les unités de valeur suivantes :

- Communication – dispense
- Droit commercial – dispense
- Droit des sociétés – dispense
- Fiscalité – dispense
- Systemes intégrés de gestion 1
- Systemes intégrés de gestion 2
- Comptabilité financière 1



Économie

Administration des entreprises

**Pratique juridique privée**

J'ai été juriste dans le secteur privé en tant qu'associé au Cabinet Kadandara, Mhiribidi & Chinhengo, avant d'être nommé juge.

**Nomination au poste de juge**

Je suis juge à la Cour de justice supérieure du Zimbabwe (High Court) depuis le 22 mars 1996. En novembre 1999, j'ai rédigé, avec quatre autres personnes, un projet de nouvelle constitution pour le Zimbabwe, qui a été rejeté lors d'un référendum organisé au début de l'année 2000.

**Jean-Pierre Cot (France)**

[Original : français]

Date de naissance : 23 octobre 1937.

**Études**

Docteur en droit de la Faculté de droit de Paris (1965).

Agrégé des Facultés de droit (1966).

**Expérience universitaire**

Professeur, puis Doyen à la Faculté de droit d'Amiens (1966-1969).

Professeur à l'Université de Paris I – Panthéon – Sorbonne (1969-1998).

Professeur émérite depuis le 1er janvier 1999.

**Postes occupés au sein du Gouvernement et d'organisations internationales**

Député de Savoie (1973-1981).

Ministre délégué chargé de la coopération et du développement (1981-1982).

Président de la Conférence de Paris sur les pays les moins avancés (1981).

Membre du Conseil exécutif de l'UNESCO (1983-1984),

Membre du Parlement européen (1978-1979 et 1984-1999).

Président de la Commission des budgets, Président du groupe socialiste, puis Vice-Président du Parlement.

**Expérience juridique**

Ancien avocat aux barreaux de Paris et de Bruxelles.

Avocat et conseil devant la Cour internationale de Justice dans les litiges territoriaux entre le Burkina Faso et le Mali, le Tchad et la Lybie, la Namibie et le Botswana, le Cameroun et le Nigéria, le Burundi et la République démocratique du Congo, la Malaisie et l'Indonésie.

**Publications**

Auteur de nombreux ouvrages et articles de droit constitutionnel, de droit international et de science politique, et notamment de *La conciliation internationale*, Paris, Pedone 1968, 380 pages et, avec Alain Pellet, de *La Charte des Nations Unies, Commentaire par article*, Paris, Economica, deuxième édition, 1991, XIV-1 571 pages.

**Distinctions honorifiques**

Chevalier de la Légion d'honneur (France).

Nombreuses décorations étrangères.

## Langues

Français et anglais (courant).

## Récents articles publiés

- *Le principe de précaution en droit européen et international*, Rapport pour le colloque organisé par l'Institut Servier, Paris, 2000.
- *Le Parlement européen et la protection des droits fondamentaux dans le cadre de l'Union européenne*, Mélanges Lambert, Bruxelles, 2000, p. 165 à 170
- *Des limites administratives aux frontières internationales? Rapport général. Démembrements d'États et délimitations territoriales : l'uti possidetis en question (s)*, Bruylant, 1999, p. 17 à 33
- *La Communauté européenne, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies*, Mélanges Boutros Boutros-Ghali, Bruylant, 1998, p. 327 à 347
- *La codification et la simplification du droit communautaire*, Mélanges Hubert Thierry, Pedone, 1998, p. 135 à 146)
- *La brevabilité des inventions biotechnologiques*. Conseil d'État, Études et documents, No 49, La Documentation française, 1998, p. 367 à 378
- *Le Parlement européen et l'immunité parlementaire*. Les droits de la défense devant les parlements exerçant des fonctions juridictionnelles. Droit et Justice, No 20, Bruylant 1998, p. 39 à 49
- *Commentaire de l'arrêt rendu le 18 décembre 1996 par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Loizidou c. Turquie*. Revue trimestrielle des droits de l'homme, No 33, janvier 1998, p. 76 à 116
- *À propos du référendum européen : le référendum sans le peuple. Le référendum européen*, Bruylant, 1997, p. 275 à 284
- *Un rendez-vous manqué : la Communauté européenne, le Conseil de l'Europe et la Convention sur la bioéthique*. Mélanges Hector Gros Espiell, Bruylant, 1997, p. 235 à 251
- *À propos de l'ordonnance du 15 mars 1996. La contribution de la Cour internationale de Justice au maintien de la paix et de la sécurité en Afrique*. Annuaire africain de droit international, vol. 5, 1997, p. 115 à 135
- *À propos du référendum européen : le référendum sans le peuple*, Auer et Flauss (éd.), Le référendum européen, Bruxelles, 1997, p. 275 à 284
- *Jean-Marc Bossman : travailleur ou marchandise?* La Gazette du Palais. Gazette européenne No 12, 22 et 23 mai 1996, p. 4 à 9
- *Remarques sur l'application du chapitre 3 du traité Euratom aux essais nucléaires français*, Europe, novembre 1995, chronique 11, p. 1 à 4
- *Le contrôle de l'armement et le désarmement in* Bedjaoui (rédacteur général), *Droit international. Bilan et perspectives*, UNESCO, 1991, t. 2

**André Makengo Kisala Mazyambo  
(République démocratique du Congo)**

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 1er octobre 1955, Mukoko, Maniema (Kabambare).

Employeur : Université de Kinshasa, faculté de droit (Kinshasa).

**Études**

*Universitaires*

De 1976 à 1979 : diplômé en droit à l'Université de Kinshasa.

De 1979 à 1983 : licence en droit à l'Université de Kinshasa.

*Post-universitaires*

De 1991 à 1993 : spécialisation en droit et économie de la Communauté économique européenne à l'Université de Valladolid (Espagne).

1997 : doctorat en droit avec spécialisation en droit international public.

*Autres*

Juillet-août 1992 : auditeur à l'Académie de droit international de La Haye, Pays-Bas.

Octobre-novembre 1996 : cours de commerce extérieur, Université de Valladolid (Espagne).

**Connaissance de l'informatique**

MS-DOS.

Windows.

WordPerfect.

Microsoft Word.

Excel.

**Expérience professionnelle**

De septembre 1975 à septembre 1976 : enseignant à l'Institut Tujenge de Wamaza, province du Maniema (République démocratique du Congo).

D'août 1984 à ce jour : avocat au barreau de Kinshasa/Gombe.

D'avril 1986 à octobre 1987 : assistant à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa.

D'octobre 1997 à ce jour : professeur associé à l'Université de Kinshasa.

De juillet 1998 à septembre 1998 : conseiller juridique du Ministre des travaux publics et aménagement du territoire.

De juin 1999 à avril 2001 : directeur de cabinet du Ministre de la justice et garde des sceaux.

D'avril 2001 à ce jour : conseiller juridique du Ministre de la justice et garde des sceaux.

### **Publications et conférences**

« Los derechos humanos en las relaciones CEE – Estados ACP », mémoire de spécialisation en droit européen, Université de Valladolid, faculté de droit, 1994, 200 pages.

« Los Estados africanos y le Pacto Internacional de Derechos Civiles y Politicos », thèse de doctorat en droit, Université de Valladolid, 1997, 868 pages, 2 tomes.

« Los derechos humanos en las relaciones CEE – Estados ACP », *Revista de Estudios Europeos*, No 15, 1997, pages 19 à 42.

« Los derechos humanos y la cooperación al desarrollo : el caso de las relaciones Estados ACP – Comunidad Europea », *Tiempo de Paz*, Nos 44 et 45, 1997, pages 63 à 73.

« L'état d'acceptation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par les États africains », *Revue de droit africain*, No 3, septembre 1997.

« Les États africains et le Pacte international relatifs aux droits civils et politiques », *Revue de droit africain*, No 4, septembre 1997.

« Le système onusien de protection des droits de l'homme : les mécanismes conventionnels », *Droits de l'homme et droit international humanitaire, ouvrage collectif, Kinshasa (Presses de l'Université de Kinshasa, 1998)* pages 39 à 64.

« La protection des droits de l'homme et les mécanismes internationaux », *Séminaire de formation en technique de documentation relative aux violations des droits de l'homme, 21-25 juin 1999*, Nations Unies, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Bureau en République démocratique du Congo, pages 24 à 60.

« Quel type de justice pour la République démocratique du Congo », *Justice et démocratie en République démocratique du Congo*, ouvrage collectif, Kinshasa, Institut de formation et d'études politiques, 2001.

« Les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les constitutions de la République démocratique du Congo », conférence donnée à Kinshasa, à l'Atelier constitutionnel organisé par le Comité « Droits de l'homme maintenant » du 9 au 11 février 2001.

« La République démocratique du Congo et le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les tensions ethniques », conférence donnée le 27 juillet 2001 à l'Atelier organisé à Kinshasa du 27 au 29 juillet 2001 à l'intention des ONG des droits de l'homme, en préparation de la Conférence mondiale sur le racisme.

« Le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion en droit international des droits de l'homme », communication au Colloque international sur le thème « Croyance et droits de l'homme », organisé à Kinshasa, par l'Institut des droits de l'homme des barreaux de la République démocratique du Congo, en décembre 2001.

### **Cours dispensés**

« Relations économiques internationales », cours de première licence en droit, option droit public, Université de Kinshasa, faculté de droit, 1998, 1999, 2000, 2001.

« Fonctionnement des institutions internationales », cours de deuxième licence en droit, option droit public, Université de Kinshasa, faculté de droit, 1998.

« Droit de la coopération internationale », cours de première licence en droit, option droit public, Université de Kinshasa, faculté de droit, 1999.

« Vie internationale », cours de deuxième graduat en droit, Université de Kinshasa, faculté de droit, 2000, 2001.

« Droit international public », cours de troisième graduat en droit, Université francophone internationale, faculté de droit, Kinshasa, 1999.

« Grands services publics de l'État », cours de première licence en droit, Université Cardinal Malula, faculté de droit, Kinshasa, 1999.

### **Langues**

#### *Langues africaines*

Swahili.

Lingala.

#### *Langues européennes*

Français parlé et écrit : excellent niveau.

Espagnol parlé et écrit : très bon niveau.

Anglais parlé et écrit : bon niveau.

## Bonyi Mukadi (République démocratique du Congo)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 1er novembre 1948, Luedo.

### Fonctions actuelles

Avocat à la Cour suprême de justice.

Professeur ordinaire à la faculté de droit, Université de Kinshasa.

Chef du département de droit privé et judiciaire.

Directeur du Centre de recherche en droit social.

### Diplômes obtenus

Docteur en droit de l'Université catholique de Louvain en Belgique (1984).

Licencié en droit de l'Université nationale du Zaïre – campus de Kinshasa (1974).

Mention : distinction.

Bachelier en philosophie et lettres, faculté de droit de l'Université officielle du Congo à Lubumbashi (1970). Mention : distinction.

Diplôme des humanités littéraires, option latin-philosophie au collège Saint-Georges de Gandajika (1969).

### Expérience professionnelle

Conseiller juridique au Cabinet du Président de la République (1986-1990).

Chercheur à la faculté de droit de l'Université catholique de Louvain (1980-1984).

Chef des travaux à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa (1978-1980).

Assistant à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa (1975-1978).

Chercheur à l'Institut de recherche scientifique (1974-1975).

<i>Langues</i>	<i>Lecture</i>	<i>Écriture</i>	<i>Expression</i>	<i>Compréhension</i>
Français	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
Anglais	Bonne	Bonne	Passable	Bonne
Néerlandais	Bonne	Passable	Passable	Passable
Tshiluba	Excellente	Excellente	Excellente	Excellente
Lingala	Bonne	Passable	Passable	Bonne
Swahili	Bonne	Passable	Passable	Bonne

### Publications

De la valeur probante de l'aveu dans le procès pénal, *Revue juridique du Zaïre*, 1977.

La responsabilité civile du pharmacien en droit zaïrois. Communication au colloque sur la responsabilité médicale au Zaïre, faculté de droit de Kinshasa, 24-26 mai 1978, 15 pages.

Responsabilité civile de l'exploitant d'aéronefs pour les dommages causés aux tiers à la surface, Kinshasa 1980, 64 pages.

Responsabilité civile du pharmacien dans l'art de guérir; *Journal pharmaceutique du Zaïre*, No 1, 1981.

Rapports entre la sécurité sociale et la responsabilité civile. Coexistence ou élimination? Étude de droit zaïrois et de droit comparé, thèse de doctoral, Louvain, 1984, 546 pages.

Protection de la santé au Zaïre : vers l'institution de l'assurance maladie, IRES, Kinshasa, 1986.

Assurance de responsabilité et indemnisation des victimes d'accidents de circulation, *Revue juridique du Zaïre*, 1987, No 1 à 3, p. 1 à 13.

Recours de la sécurité sociale contre le tiers responsable d'un accident, *Revue juridique du Zaïre*, 1988, No 1 à 3, p. 1 à 12.

Médicaments, santé et sécurité sociale. Colloque national sur la qualité du médicament et de l'aliment, Kinshasa, 8-10 septembre 1988, 11 pages.

Sécurité sociale des magistrats. Brèves considérations sur l'ordonnance-loi No 88-056 du 25 septembre 1988, *Le Bulletin juridique*, No 3, juillet 1989, p. 10 à 17.

Quelle sécurité sociale pour la Troisième République? Éd. Ntobo, Kinshasa, 1993, 80 pages

Liberté syndicale au Zaïre : mythe ou réalité? Colloque AZADHO, 1994, 9 pages.

Liberté individuelle et liberté d'association face au pluralisme syndical. Forum organisé par l'Organisation des travailleurs de l'Afrique centrale (OTAC), Kinshasa, 1994, 8 pages.

Droits humains et droits syndicaux. Colloque organisé par l'Institut supérieur des sciences du travail/UNTZa, Kinshasa, 1995, 11 pages.

Droit de la sécurité sociale, éd. Ntobo, Kinshasa, 1995, 304 pages.

Droits syndicaux et libertés publiques, *Le Travail*, septembre/octobre 1994, numéro spécial, ISST/UNTZa, Kinshasa, 1995, p. 81 à 96.

Litiges individuels du travail, Collection « Informations juridiques », Kinshasa, 1997, 144 pages.

Exclusion de l'indemnité de logement de l'assiette de cotisation à l'INSS. Brèves considérations sur l'arrêté ministériel No 034-95 du 31 mai 1995, *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 01/1997, p. 3 à 5.

Sécurité sociale et égalité de traitement pour l'homme et la femme, *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 01/1997, p. 6 à 13.

Sécurité sociale en République démocratique du Congo. Communication au colloque national sur le rôle du syndicat dans la reconstruction de la République démocratique du Congo, Kinshasa, 7-9 octobre 1997, 7 pages.



Droit et alimentation. Communication au séminaire Atelier sur la sécurité alimentaire et l'art culinaire, Kinshasa, 15-17 octobre 1997, 8 pages.

Législation sociale et protection contre le chômage en République démocratique du Congo. Communication au colloque sur l'organisation du marché du travail en République démocratique du Congo, Kinshasa, 20-22 octobre 1997, 7 pages.

Rupture abusive du contrat de travail. Chronique de jurisprudence (1995-1997), *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 02/1997, p. 8 à 25.

Fixation des dommages-intérêts en cas de résiliation abusive du contrat de travail. Bilan d'une année de jurisprudence, *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 04/1998, p. 10 à 20.

De la représentation des employeurs à la procédure de conciliation préalable des litiges individuels du travail, *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 05/1998, p. 8 à 10.

Procédure civile, édition Batena Ntambua, Kinshasa, 1999, 264 pages.

Cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Quel bilan pour la République démocratique du Congo? *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 06/1998, p. 6 à 29.

Législation sociale et protection contre le chômage en République démocratique du Congo, *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 07/1998, p. 53 à 58.

Jurisprudence de la Cour suprême de justice en matière du travail (1974-1999), *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 08/1999, p. 41 à 58.

Rupture abusive du contrat de travail. Chronique de jurisprudence (1997-1999), *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 09/1999, p. 28 à 44.

Situation juridique de la femme au travail en République démocratique du Congo, *Revue critique de droit du travail et de la sécurité sociale*, No 10/1999, p. 37 à 43.

Grands arrêts de la jurisprudence congolaise de droit du travail, CRDS, Kinshasa, 2000, 160 pages.

## Tafsir Malick Ndiaye (Sénégal)

[Original : anglais et français]

Date et lieu de naissance : 7 février 1953, Kaolack (Sénégal).

### Formation

- 1984 Docteur d'État en droit de l'Université de Paris. Mention très honorable et félicitations du jury.
- 1981 Diplôme d'études approfondies – droit public, option : droit international public, mention : bien (major de la promotion) (Université de Paris).
- 1980 Diplôme d'études approfondies d'études politiques, option : relations internationales (Université de Paris).
- 1980 Diplôme de l'Institut des hautes études internationales, major de la promotion (Université de Paris).
- 1981 Diplôme du Centre d'études et de recherches de l'Académie de droit international de La Haye.
- 1979 Certificat des Nations Unies à l'issue du stage annuel.

### Expérience professionnelle

- 1981 Nommé assistant à l'Université de Paris X.
- 1981 Assistant au Collège de France (chaire de droit international du professeur René Jean Dupuy).
- 1984 Enseignant à l'Université de Dakar.
- 1985 Directeur du Centre de recherche de la faculté de droit de Dakar.
- 1985 Conseil et coagent du Gouvernement sénégalais dans l'affaire de la délimitation de la frontière maritime entre le Sénégal et la Guinée-Bissau.
- 1986-1989 Tribunal arbitral (Genève).
- 1989-1991 Cour internationale de Justice (La Haye).
- 1986 Conseil du Gouvernement sénégalais sur la Ségambie.
- 1989 Consultant pour les Nations Unies (a effectué plusieurs missions pour l'ONU).
- 1989 Conseil du Gouvernement sénégalais lors des négociations relatives à la dette commerciale du Sénégal (Club de Londres).
- 1991 Rapporteur de la Commission nationale de réforme du Code électoral sénégalais.
- 1992 Expert de la Coalition pour l'Afrique (Washington).
- 1992 Jurisconsulte.

1996 Juge au Tribunal international du droit de la mer à dater du 1er octobre.

1998 Membre du groupe d'arbitres du Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation, Dakar.

Professeur à plusieurs universités.

### **Publications**

#### *Ouvrages*

*Matières premières et droit international*, Dakar, Nouvelles éditions africaines, 1992, 359 pages.

(En collaboration avec le Président en exercice de l'OUA) *Éléments pour une théorie de l'institution à la lumière de l'expérience sénégalaise*, Dakar, Nouvelles éditions africaines, 1988, 190 pages.

(En collaboration) *Pour un développement endogène en Afrique*, série des livres du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique, Paris. Éditions Karthala, 1992, 494 pages.

Les procédures incidentes devant les juridictions internationales (à paraître).

#### *Articles*

« L'Accord international sur le caoutchouc naturel », *Revue de droit africain* (Paris), 1982, p. 11 et suiv.

« Les "Falklouines" et le droit international », *Annales africaines*, Université de Dakar, 1985, p. 121 à 150.

« Le jus cogens », *Annales africaines*, Université de Dakar, 1986, p. 95 à 117.

« Le fonds commun dans le cadre du programme intégré pour les produits de base », *Revue tunisienne de droit*, 1982, p. 215 à 334.

« Des transitions démocratiques en Afrique », *Revue Alternative démocratique dans le tiers monde*, No 6, juillet-décembre 1992, p. 13 à 29 (Dakar).

« Intégration africaine – évolution institutionnelle », *Revue Espoir* (Dakar), 1991, p. 3 et suiv.

« Disarmement and Security in Africa », topical paper No 12, ONU (New York), 1992, p. 97 à 120.

« La juridiction constitutionnelle introuvable : à propos de la nature du Conseil constitutionnel français ». À paraître dans les *Annales africaines* (Dakar), 40 pages.

« Des mesures conservatoires devant le Tribunal international du droit de la mer », communication au Colloque annuel du Center for Oceans Law and Policy of the University of Virginia (16 mars 2001).

Plusieurs communications lors de colloques internationaux.

**Distinctions**

Chevalier de l'ordre national du lion (Sénégal), 1995.

Commandeur de l'ordre du mérite (Sénégal), 1998.

## Okola Akich (Kenya)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 1937, Maseno (Kenya).

### Expérience

- Depuis 1999 Nommé par le Gouvernement kényen au poste de Secrétaire en chef du Secrétariat du Comité de coordination pour la réforme du secteur judiciaire (projet de la Banque mondiale visant à réformer tout le secteur judiciaire, magistrature comprise, à savoir : le Parquet qui, selon la Constitution kényenne, doit assurer tous les services juridiques pour le Gouvernement et les institutions et organes de l'État; le secteur privé; et le système d'enseignement du droit au Kenya compte tenu de l'amendement en cours de la Constitution et de l'évolution économique). Est notamment chargé :
- D'établir l'ordre du jour, le programme de travail, le budget et les comptes rendus des réunions, ainsi que de planifier et d'organiser les ateliers et séminaires des participants, de se tenir en rapport avec les donateurs et de préparer tous les documents de travail nécessaires;
  - De gérer tous les fonds et de veiller au fonctionnement quotidien du Secrétariat.
- 1999-2000 Consultant juridique auprès du Gouvernement kényen pour le projet de réforme des marchés publics et de renforcement des capacités présenté par la Banque mondiale, dont l'objet était de rendre le système des marchés publics kényen plus transparent et accessible afin que le Gouvernement et tout le secteur public puissent réaliser des achats à un bon rapport qualité-prix.
- En cette qualité, relevait les lois régissant les marchés publics et leur effet néfaste sur le système en place et dénonçait les manquements dans les méthodes de passation des marchés de biens et services employées par le Gouvernement et les organes subsidiaires et les entreprises.
- En guise de services de conseils, recommandait les mesures de réforme qu'il convenait de prendre et rédigeait des projets d'article et la loi sur les marchés publics, qui a été adoptée et est actuellement suivie par le Gouvernement et ses organes.
- Octobre 1997 S'est retiré de la fonction publique.
- 1994-1997 Procureur général adjoint, dont les tâches spécialisées et administratives consistaient à :
- Élaborer les avis juridiques sur d'importantes questions d'ordre constitutionnel, juridique et parlementaire;
  - Présenter devant divers comités parlementaires son avis sur de nombreuses questions soulevées par ces comités et le Parlement

- au sujet de la gestion financière ainsi que des problèmes d'ordre constitutionnel, juridique et législatif;
- S'occuper des tâches administratives propres au bureau;
  - Superviser tous les avocats du bureau et de l'ensemble de l'appareil gouvernemental, dont le nombre variait entre 60 et 80;
  - Assumer les fonctions de procureur général en l'absence du titulaire.
- 1986-  
février 1994
- Avocat général, chef du Département des traités et accords du Cabinet du Procureur général. À la tête des 16 avocats qui composaient le Département, assumait les tâches suivantes :
- Négocier et rédiger les traités et accords et présenter des conseils juridiques au Gouvernement ainsi qu'à ses organes sur un grand nombre de questions relatives touchant le droit interne, constitutionnel et international;
  - Assumer les fonctions de directeur suppléant dans la plupart des organismes semi-publics, dont les chemins de fer kényens, la Direction des aéroports kényens, la Régie des ports kényens, l'Office national des céréales et autres produits agricoles, la Direction du développement de l'industrie du thé du Kenya, l'Office du tourisme kényen.
- 1991-1996
- Membre suppléant du Conseil d'administration de la Kenya Airways.
- 1997
- En tant que Conseiller juridique auprès du Gouvernement pour l'exploitation commerciale et la privatisation de la Kenya Airways, prenait part aux négociations avec les compagnies partenaires (KLM) et s'occupait de tous les problèmes juridiques rencontrés par le Gouvernement et la compagnie aérienne, facilitant ainsi la privatisation de cette dernière.
- 1983-1997
- En tant que Conseiller juridique et chef suppléant de la délégation kényenne auprès de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, a assumé plusieurs fois les fonctions de président du Groupe des États d'Afrique du Groupe des 77 et de Coordonnateur du Groupe des 77 auprès des Commissions spéciales 2, 3 et 4 de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins. A présidé un certain nombre de séances de négociation officieuses tenues par la Commission en vue d'approfondir ses travaux et a établi plusieurs documents de travail.
- A participé à toutes les sessions de la Commission, que ce soit à la Jamaïque, à New York ou à Genève, jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1986-1997
- En tant que chef de la délégation kényenne auprès du Comité consultatif juridique afro-asiatique, a proposé à diverses sessions un certain nombre de résolutions sur le droit de la mer et a réussi à les faire adopter.

1985-1997	Chef de la délégation kényenne auprès de l'Association de coopération maritime de l'océan Indien. Auteur d'un certain nombre de documents de travail, a assisté à toutes les séances tenues par l'Association à Sri Lanka et au Pakistan.
1988-1996	<p>En tant que Conseiller juridique auprès du Gouvernement kényen pour les questions touchant les droits de l'homme, a assisté aux quarante-septième, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions de la Commission des droits de l'homme et la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en juin 1993.</p> <p>Conseiller juridique auprès de la délégation kényenne lors de nombreuses réunions et conférences internationales, y compris des négociations avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, etc.</p>
Entre 1986 et 1990	<p>Secrétaire et Conseiller juridique auprès de quatre comités présidentiels chargés de diverses questions d'intérêt public, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Comité chargé d'enquêter sur les affaires des quatrième Jeux panafricains;</li> <li>• Le Comité chargé d'enquêter sur les affaires des chemins de fer kényens;</li> <li>• Le Comité chargé d'enquêter sur les problèmes de l'industrie du café;</li> <li>• Le Comité chargé d'enquêter sur les problèmes de l'industrie du thé.</li> </ul>
1984-1985	Principal Avocat général, Département des traités et accords, Bureau du Procureur général.
1983-1984	Premier Avocat général.
1981-1982	Avocat général.
1980	Conférencier, Kenya Institute of Administration. Conférences sur le droit des affaires, le droit des sociétés, les principes généraux de droit, le droit préjudiciel, contractuel et international et le droit constitutionnel.
1976-1980	<p>Avocat chez Deverois, Plimpton &amp; Co, à New York. Attaché à la Section commerciale de la firme.</p> <p>A négocié et rédigé les contrats pour des transactions nationales et internationales, notamment fusions, concessions de prospection et d'exploitation des gisements de pétrole et de gaz, etc.</p> <p>A comparu au nom de clients devant des organismes fédéraux de réglementation, dont la Commission fédérale des communications, l'Office de l'aviation civile, etc.; a supervisé l'établissement des comptes rendus des sociétés clientes de la firme; a participé à de nombreuses réunions de conseils d'administration des sociétés clientes.</p>

1970-1975      Avait son propre cabinet d’avocat à Toronto (Canada) qui traitait des affaires tant criminelles que civiles. A défendu plus de 150 cas devant la Cour suprême de l’Ontario et la Cour suprême du Canada, depuis le stade des audiences jusqu’à celui des recours. A rempli les fonctions d’avoué pour de nombreuses entreprises dont il détenait de ce fait tous les dossiers; était chargé des transferts de propriétés immobilières et de toutes les autres tâches d’avoué.

### **Formation**

Septembre 1965-1968 LL. B., Université de Toronto (Canada)

### **Activités extrascolaires**

- Président, faculté de droit, Université de Toronto
- 1966-1968 : Société de conférence. A mené deux années de suite la Société de conférence au Championnat universitaire canadien, qui a lieu tous les ans (des tournois auxquels participent 16 universités). En tant que Président de la Société, a pris part à la plupart des débats réunissant des députés du Parlement de la province de l’Ontario et du Parlement canadien.
- 1966-1968 – Rédacteur adjoint du journal de la faculté, *The Advocate*. A fait mensuellement la critique de tous les arrêts de principe rendus dans le mois par les tribunaux canadiens ou britanniques.
- 1967-1968 – Secrétaire, Association des étudiants étrangers, Université de Toronto.
- 1966-1968 – Président, Union des étudiants africains, Université de Toronto.

### **Sujets étudiés**

Contrats, responsabilité civile, droit commercial, droit des sociétés, droit constitutionnel, droit testamentaire et fiducie, droit judiciaire privé, assurance, droit de la représentation, transactions internationales, biens meubles, fiscalité, brevets et droits d’auteur, gestion financière des entreprises, droit de la famille, droit international privé, urbanisme et jurisprudence.

1969-1979      Osgoode Hall

Ordre des avocats du Haut-Canada, cours d’admission au Barreau. Inscrit aux Barreaux de l’Ontario et du Canada en mars 1970 après avoir terminé le cours et réussi aux examens requis par l’Ordre des avocats.

Septembre 1960- B.A. Central State College, Wilberforce, Ohio (États-Unis)  
mars 1964      (Histoire, Économie)



**Marko Pavliha (Slovénie)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 15 décembre 1962, Ljubljana (Slovénie).

**Études**

1993	Examen national slovène du barreau.
1992	Docteur en droit civil, Université McGill, faculté de droit (Canada). Directeur de thèse : professeur William Tetley, Queen's Counsel.
1989-1990	Maîtrise de droit, Université McGill, faculté de droit (Canada). Autorisé, sur la recommandation du Comité des études supérieures de la faculté, à s'inscrire directement en deuxième année de doctorat sans soutenance de thèse.
1989	Maîtrise de droit, Université de Split, faculté de droit (Croatie). Directeur de maîtrise : professeur Ivo Grabovac.
1986	Licence de droit, Université de Ljubljana, faculté de droit (Slovénie). Directeur de licence : professeur Janez Pečar.

**Langues**

Interprète judiciaire permanent en anglais et en français (*Journal officiel* de la République de Slovénie, No 64/93 – Annonces et publications); parle couramment le croate et le serbe, notions d'allemand et d'italien.

**Formation**

Septembre 1997	Bayerische Rück : Central and Eastern European Seminar (Séminaire pour l'Europe centrale et orientale), Munich.
Juin 1995	Munich Re: Risk Management Seminar (Séminaire sur la gestion des risques), Munich.
Mai 1995	SCOR : Séminaire MANAGERS, Paris.
Octobre 1994	SCOR : Techniques de la réassurance, Paris.
Septembre/octobre 1994	Munich Re: Basic Training Course in Engineering Insurance (Cours de formation de base sur les assurances pour l'ingénierie), Munich.
Septembre 1994	Munich Re: Fire Insurance Course (Formation sur l'assurance incendie), Munich.
Mai 1994	Sedgwick: Aviation Insurance Seminar (Séminaire sur l'assurance pour l'aviation), Londres.

- Avril 1994 Alexander Howden Group Reinsurance Brokers Limited: The 1994 Overseas Students Seminar, Londres.
- Juin 1989 Inter-University Centre of Post-Graduate Studies Dubrovnik: The Postgraduate Course on Law of the Sea: Recent Developments of State Practice (Cours postuniversitaire sur le droit de la mer : évolution récente de la pratique des États), Londres.

**Études et activités universitaires**

- 2002 professeur invité à Queensland University, T.C. Beirne School of Law, Brisbane (Australie).
- 2001 à ce jour Membre du Jury d'examen à l'Institut international de droit maritime de l'Organisation maritime internationale (OMI), Malte.
- 1999 à ce jour Directeur du Département Droit maritime et droit des transports, et professeur associé de droit des transports et des assurances à l'Université de Ljubljana, faculté des sciences de la mer et des transports.
- 1999 à ce jour professeur invité de la faculté de droit et de la faculté d'économie de Ljubljana.
- 1999-2000 professeur invité de l'Université de Malte, faculté de droit.
- 1998 à ce jour professeur invité de l'Institut international de droit maritime de l'OMI, Malte.
- 1994-1999 Maître de conférences en droit des transports et des assurances à l'Université de Ljubljana.
- 1989-1990 Assistant de recherche du professeur William Tetley, McGill University, faculté de droit.

**Bourses et prix**

- 2001 Prix du juriste de l'année décerné par la Fédération slovène des associations de juristes.
- 1999 Inscrit sur la liste des meilleurs juristes slovènes du Who is Who de la Slovénie (D. Bajt, Slovenski kdo je kdo, Nova revija, Ljubljana, 1999, p. 394 et 647).
- 1991 Bourse d'études d'été, bourse de l'Université McGill et dispense des frais de scolarité.
- 1990-1991 Bourse McGill et dispense des frais de scolarité.
- 1990 Bourse d'études d'été, Université McGill.
- 1989-1990 Médaille du Gouvernement canadien.
- 1987-1990 Bourse accordée dans le cadre du programme destiné aux jeunes chercheurs 2000, Slovénie.

- 1987 Prix de l'étudiant le plus brillant décerné par l'Université de Ljubljana, faculté de droit.
- 1982-1986 Bourse accordée par le Ministère de la justice slovène.

### **Formation et expérience professionnelle**

- 1998 à ce jour professeur associé en droit et Directeur du département Droit maritime et des transports à l'Université de Ljubljana, faculté des sciences maritimes et des transports.
- 1998 à ce jour Conseiller auprès du Comité de direction de la société de réassurance Sava Ltd., Ljubljana.
- 1992-1998 Membre suppléant du Comité de direction de la société de réassurance Sava Ltd., Ljubljana.
- 1994-1998 Directeur général du pool d'assurance et de réassurance nucléaire slovène.
- 1990-1992 Consultant chez Marler, Sproule, Castonguay (cabinet d'avocats-conseils), Montréal.
- 1987-1989 Assistant et Chargé de recherche à l'Institut d'administration publique de la faculté de droit de Ljubljana.
- 1987 Stagiaire chez Kompas Jugoslavija (agence de voyages), Ljubljana.
- 1986-1987 Stagiaire chez Splošna plovba Piran (armateur), Portorož.
- 1981-1982 Service militaire obligatoire, Pula.

### **Formation professionnelle et fonctions internationales**

- 2001 à ce jour Expert auprès de l'Organisation maritime internationale (OMI) – Liste d'experts et de consultants de l'OMI.
- 2001 à ce jour Expert auprès de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), organe consultatif d'experts en droit de la mer.
- 1999 à ce jour Membre titulaire du Comité maritime international (CMI).

### **Formation professionnelle et fonctions nationales**

- 2001 à ce jour Membre de la Commission nommée par le Ministre des transports, chargé de superviser la privatisation du port de Koper.
- 2001 à ce jour Membre du Sénat de l'Université de Ljubljana, faculté des sciences maritimes et des transports.

2001 à ce jour	Membre du Sénat de l'Université de Ljubljana.
2000-2001	Président du Conseil d'administration de l'Université de Ljubljana, faculté des sciences maritimes et des transports.
2000 à ce jour	Président adjoint de la Commission disciplinaire du Sénat, Université de Ljubljana.
1999 à ce jour	Membre du Conseil judiciaire de la République de Slovénie.
1999	Membre de la délégation slovène auprès de la Conférence diplomatique internationale sur le droit aérien, Montréal, 10 au 28 mai 1999, Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
1998 à ce jour	Membre du Conseil d'administration de la Fédération slovène des associations de juristes.
1997 à ce jour	Président de l'Association slovène de droit maritime (MLAS).
1997-2000	Président adjoint de Triglav Insurance Company Arbitration.
1997	Membre de la délégation slovène auprès de la Conférence diplomatique internationale pour amender la Convention de Vienne sur la responsabilité pour les dommages nucléaires, Vienne, septembre 1997.

### **Projets de législation**

2001	Responsable du groupe de travail (Ministère de la défense) chargé d'établir l'Étude sur l'assurance des catastrophes naturelles et autres catastrophes, devant déboucher sur une nouvelle législation.
2000	Responsable du groupe de travail (Ministère des transports) chargé d'élaborer le Rapport pour l'Union européenne sur les approximations de la législation slovène en matière d'aviation civile.
1999	Responsable du groupe de travail (Ministère de l'environnement) chargé d'élaborer le texte de loi sur la responsabilité pour les dommages nucléaires.
1998	Responsable du groupe de travail (Ministère des transports) chargé d'élaborer le texte de loi sur les obligations et les droits de propriété en matière d'aviation (2000) qui constitue la loi slovène applicable à l'aviation privée établie sur la base des conventions internationales et de l'acquis communautaire.
1997-1998	Membre du groupe de travail (Ministère des finances) chargé d'élaborer la nouvelle loi sur les assurances (2001).

- 1994-1998 Membre du comité de rédaction (Ministère des transports) chargé d'élaborer le Code maritime (2001) qui constitue la loi maritime slovène établie sur la base des conventions internationales (OMI, CMI, etc.) et de l'acquis communautaire.
- 1993-1994 Responsable du groupe de travail (Ministère des finances) chargé d'élaborer la loi sur les compagnies d'assurance (1994).

#### **Rédaction/direction**

- 2000 à ce jour Membre du Comité de rédaction, *Davčno-finančna praksa*, Ljubljana.
- 2001 à ce jour Membre du Comité d'édition, *Promet-Traffic-Traffico*, journal technique scientifique de la théorie et de la pratique en matière de circulation routière, Portorož, Trieste, Zagreb.

#### **Correspondance pour des revues juridiques internationales**

- 1999 à ce jour Correspondant slovène pour la revue *European Transport Law*, Robert H. Wijffels, Anvers.
- 1999-2000 Correspondant slovène pour la revue *International Journal of Insurance Law*, Lloyd's of London Press, Londres.
- 1994-1999 Correspondant slovène pour la revue *International Insurance Law Review*, Sweet & Maxwell, Londres.

#### **Affiliation à des sociétés professionnelles**

- 2000 à ce jour Maritime Law Association of Croatia (Association croate de droit maritime).
- 1999 à ce jour Comité maritime international (CMI).
- 1998 à ce jour Association of Maritime Arbitrators of Canada (AMAC) (Association canadienne d'arbitrage maritime).
- 1997 à ce jour International Nuclear Law Association (INLA) (Association internationale de droit du nucléaire).
- 1997 à ce jour Association for the Promotion of Legal and Economic Development of Insurance Companies (Association pour la promotion du développement juridique et économique des compagnies d'assurance).
- 1992 à ce jour Maritime Law Association of Slovenia (MLAS) (Association slovène de droit maritime).
- 1991 à ce jour Canadian Maritime Law Association (CMLA) (Association canadienne de droit maritime).

**Bibliographie choisie***Livres*

Pravno varstvo morja (Protection juridique de la mer), ČGP Delo – TOZD Gospodarski vestnik, Ljubljana, 1989, 170 pages.

Implied Terms of Voyage Charters, Reinsurance Company Sava Limited, Ljubljana, 1993, XXXII, 268 pages.

Prevozno pravo: Pogodbe o prevozu tovora, potnikov in prtljage (Droit des transports, contrats de transport de marchandises, de passagers et de bagages) : Gospodarski vestnik, Ljubljana, 2000, 351 pages, ISBN : 86-7061-230-5.

Zavarovalno pravo (Droit des assurances), Gospodarski vestnik, Ljubljana, 2000, 371 pages, ISBN : 86-7061-244-5.

Predpisi o zavarovalnicah z uvodnimi pojasnili Dr. Draga Mežnarja in Dr. Marka Pavlihe (Introduction à la législation sur les assurances par MM. Drago Mežnar et Marko Pavliha), ČZ Uradni list RS, Ljubljana, 1996, 305 pages, ISBN : 961-204-112-1. Coauteur.

Zakon o zavarovalnicah s komentarjem (Loi sur les assurances annotée), Gospodarski vestnik, Ljubljana, 1996, 270 pages, ISBN : 86-7061-135-X. Coauteur.

Zbirka slovenskih zavarovalnih predpisov (Ensemble de règlements slovènes en matière d'assurances), Pozavarovalnica Sava d.d., Ljubljana, 1996, 421 pages, ISBN : 961-6089-15-3.

Pomorski zakonik z uvodnimi pojasnili prof. Dr. Marka Ilešiča in prof. Dr. Marka Pavlihe (Introduction au code maritime par les professeurs Marko Ilešič et Marko Pavliha), Založba Uradni list Republike Slovenije, Ljubljana, 2001, 480 pages, ISBN : 961-204-251-9. Coauteur.

Insurance law in Slovenia, Kluwer Law International, International Encyclopædia of Laws, La Haye–Londres–Boston (à paraître en 2002). Coauteur.

**Articles choisis et autres publications**

*Slovenia – Conflict of Maritime Laws*, dans W. Tetley, « International Conflict of Laws-Common, Civil and Maritime », BLAIS, Montréal, 1994, p. 974 à 976, ISBN : 2-89073-988-0.

*Slovenia – Maritime Liens and Claims*, dans W. Tetley, « Maritime Liens and Claims », deuxième édition, BLAIS, Montréal, 1998, p. 1367 à 1369, ISBN : 2-89451-227-9.

*Insurance of Nuclear Risks in the Republics of Croatia and Slovenia*, dans N.L.J.T. Horbach (Ed.), « Contemporary Developments in Nuclear Energy Law », Kluwer Law International, La Haye-Londres-Boston, 1999, p. 351 à 356, ISBN : 90-411-9719-2. Coauteur.

*Slovenia: Aircraft Liens & Detention Rights*, dans Graham McBain (Ed.), « Aircraft Liens & Detention Rights », Sweet & Maxwell, vol. 2, Londres, 2000, p. 1 à 20, ISBN : 0752-006258.

*Nuclear Energy, Law and Insurance in Slovenia*, paru dans INLA/AIDN, NIJ'95, Helsinki-Proceedings, p. 731 à 736 : European Insurance Market, DYP, No 92, 13 octobre 1995, page 342, Slovenian Business Report, printemps 1996, p. 59 et 60.

*Insurance of Nuclear Risks in the Republics of Croatia and Slovenia*, paru dans « Proceedings », Croatian Nuclear Society, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Zagreb, 1998, p. 598 à 604, ISBN : 953-96132-5-6. Coauteur.

*Le marché de l'assurance slovène et la libéralisation en cours*, SCOR Notes, Paris, janvier 1999, p. 64 à 74, European Insurance Market, LLP, 18 janvier 1999, No 177, p. 12 à 14, Zbornik radova Pravnog fakulteta u Splitu, vol. 35 (51-52), 1998, p. 563 à 575.

*Outline of Canadian Environmental Law*, Javna uprava, Ljubljana, 1993, No 3-4, p. 291 à 295, ISSN : 1318-2277.

*Voyage Charters: the Shipowner's Implied Undertaking to Proceed with Reasonable Despatch and to Exercise Reasonable Care*, Zbornik radova Pravnog fakulteta u Splitu, Split, 1993, vol. 30, No 1, p. 177 à 190.

*New Slovene Insurance Legislation*, [1995] 2 International Insurance Law Review (ci-après dénommée : Int. I.L.R.), p. 54 à 58, ISSN : 0968-2090, Doing Business in Slovenia, CICD, Ljubljana, 1996, p. 106 à 111.

*American Maritime Law of Freight under Voyage Charters*, Zbornik radova Pravnog fakulteta u Splitu, vol. 31/1-2, 1994, p. 101 à 127, ISSN : 0584-9063.

*Bad Faith Litigation against Insurers*, Zbornik radova Pravnog fakulteta u Splitu, vol. 31/1-2, 1994, p. 223 à 226, ISSN : 0584-9063.

*Duties of a Hirer of Services in Common Law*, Zbornik radova Pravnog fakulteta u Splitu, vol. 31/1-2, 1994, p. 227 à 231, ISSN : 0584-9063.

*Slovenian Law on Liability of Carriers, Freight Forwarders and Post Offices for Carriage of Goods and Mail*, [1997] 10 Int. I.L.R., p. 327 à 332, ISSN : 0968-2090.

*Introduction to the Slovenian Insurance Market and Regulation*, [1998] Int. I.L.R., p. 147 à 157, ISSN : 0968-2090.

*Future Insurance Regulation in Slovenia: a Bridge to the European Union*, [1999] The International Journal of Insurance Law (ci-après dénommée : IJIL), p. 344 à 350, ISSN : 1351-8542.

*New Slovenian Insurance Legislation*, [2000] IJIL, p. 254 à 259, ISSN : 1351-8542.

*The Impact of International Transport Law on the Slovenian Legislation*, [2000] European Transport Law (ci-après dénommée : ETL), p. 465 à 485, ISSN : 0014-3154.

*New Slovenian Private Aviation Law*, [2001] ETL, p. 151 à 179, ISSN : 0014-3154. Coauteur.

*Maritime Law, Jurisprudence and the Implementation of International Conventions into the Legal System of the Republic of Slovenia*, Il Diritto marittimo, Fascicule III – juillet à septembre 2001, p. 1207 à 1217, ISSN : 0012-348X. Coauteur.

*International and Interdisciplinary Characteristics of Transportation (« Traffic ») Law*, ICTS 1997, Proceedings, Portorož, 1997, p. 69 à 75, ISBN : 961-6044-26-5.

*The Future of Transport Law in Slovenia*, ICTS 1998, Proceedings, Portorož, 1998, p. 23 à 35, ISBN : 961-6044-35-4.

*Some Principal Changes in the Regulation of Maritime Law in the Republic of Slovenia*, ICTS 1999, Proceedings, Portorož, 2000, p. 75 à 80, ISBN : 961-6044-38-9. Coauteur.

*Slowenien: Nach 100 Jahren Ein Neuer Aufbruch*, Versicherungswirtschaft Heft 1/1995, p. 46 à 48, ISSN : 0042-4358.

*Slovenia's New Maritime Code Prepares to Cast Off*, Slovenian Business Report, No 3, mai/juin 1995, p. 51 et 52.

*Insurance Market: Regulations Implementing Provisions of Insurance Companies Act*, [1995] 8 Int. I.L.R., p. G-154 à G-159, ISSN : 0968-2090.

*Index of Slovene Insurance Laws and Regulations*, [1996] 7 Int. I.L.R., p. G-119 à G-124, ISSN : 0968-2090.

*Compulsory Motor Insurance Act*, [1997] 5 Int. I.L.R., p. G-73 et G-74, ISSN : 0968-2090.

*The Slovene Economy in 1995 and Highlights of 1996, the Slovene Insurance Market and Regulation in 1995*, [1997] 5 Int. I.L.R., p. G-74 à G-76, ISSN : 0968-2090.

*Current State of the Slovenian Insurance Market*, [1997] 10 Int. I.L.R., p. G-168 et G-169, ISSN : 0968-2090.

*What is Reinsurance*, Robert Merkin (Ed.), LLP, Londres, 1998, p. 2, 9, 15, 22, 29, 38, 57, 61, 65, 69, 77 et 81.

*Maritime Law Association of Slovenia (MLAS) – Excursion into History*, [1999] ETL, p. 575 et 576, ISSN : 0014-3154.

*Berlingieri on Arrest of Ships*, Francesco Berlingieri, LLP, Londres, 2000, p. 230, 231, 234, 239, 243, 248, 253, 258 et 259, 261, 266, 269, 272, 276, 279, 282, 283 et 284, ISBN : 1-85978-528-X.

*Implied Terms of Voyage Charters (Theses Survey)*, (1992) 37 McGill L.J., p. 1177 et 1178, ISSN : 0024-9041.

*William Tetley: Maritime Liens and Claims* (2nd edition), [1998] Int. I.L.R., p. 373 et 374, ISSN : 0968-2090.

*Give Slovenia a Chance*, The McGill Daily, Montréal, 18 novembre 1991, p. 4.



## M. Tullio Treves (Italie)

[Original : anglais et français]

Date et lieu de naissance : 20 septembre 1942, Tucumán (Argentine).

### Expérience au Tribunal international du droit de la mer

Juge élu à dater du 1er octobre 1996. En 1996-1997, Président du Groupe de travail plénier chargé de la préparation du Règlement du Tribunal. À dater du 4 octobre 1999, Président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins.

### Formation

Docteur en droit de l'Université de Milan (1964).

### Expérience académique

Professeur de droit international à l'Université de Sassari (1969-1973), à l'Université de Turin (1974-1980) et à l'Université de Milan (depuis 1980); a enseigné aux cours de droit international de Victoria (Espagne) (1984), aux cours UNITAR de droit international à La Haye (1987, 1988, 1996 et 1999); à l'Institut des hautes études internationales de Genève (1988), aux Universités de Paris I et II (1983, 1994, 1995 et 2001), à l'Académie de droit international de La Haye (1990), à l'Académie de droit maritime international et de politique maritime de Rhodes (1997, 1998, 2000), aux cours Bancaja de droit international de Castellón (Espagne) (1997), à l'Université d'Aix-Marseille (2000), aux cours de droit international de Salonique, (Grèce) (2000). A donné des conférences dans plusieurs universités en Italie, en Argentine, en Australie, au Canada, en Espagne, aux États-Unis, en Finlande, en France, au Mexique, au Portugal, au Royaume-Uni, en Suède, en Suisse, en Belgique, en Afrique du Sud, en République de Corée; a participé à des jurys de thèse de doctorat à l'Université Dalhousie, Halifax (Canada), à l'Institut universitaire européen de Florence, à l'Université de Valence (Espagne).

### Affiliations

Institut de droit international (associé depuis 1999); Law of the Sea Institute; Sociétés américaine, française et italienne de droit international; Conseil européen du droit de l'environnement; Comité directeur du Projet sur les cours et Tribunaux internationaux PICT (Londres – New York); Comité scientifique de l'Institut de droit économique de la mer (Monaco); comité de rédaction de *Ocean Development and International Law, Espaces et ressources maritimes et Il diritto marittimo*; sous-projet juridique du projet Océanographie du Conseil national italien pour la recherche scientifique (Conseil d'administration, 1977-1982).

### Activité diplomatique et autre expérience internationale

Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1984-1992); conseil de la France dans l'arbitrage France/Canada, concernant la délimitation des zones maritimes dans la région de Saint-Pierre-et-Miquelon (1990-1991); conseil de la Finlande dans l'affaire du Passage par le Grand-Beld (*Finlande c. Danemark*) devant la Cour internationale de

Justice (1991-1992); membre de la délégation italienne : Comité des utilisations pacifiques des fonds marins au-delà des limites de la juridiction nationale de l'ONU (1973), troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982, coordonnateur du groupe linguistique français du comité de rédaction), Commission océanographique internationale de l'UNESCO (1981 et 1983), Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1994), Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1983-1991), Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'élaboration du projet d'ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (Président, 1984-1988); Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (Vice-Président 1984-1989); deuxième Conférence de Vienne sur le droit des traités (1986); Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales (Président, 1987); Conseil de sécurité (1987-1988); consultations du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1990-1994); première et deuxième sessions de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1994, 1995, 1996).

### **Publications**

Auteur de nombreux ouvrages et articles dans divers domaines du droit international public et privé, du droit de la mer et du droit de l'environnement, dont « Codification du droit international et pratique des États dans le droit de la mer », *Recueil des cours de La Haye*, 1990; *Droit international* (coauteurs M. Giulano et T. Scovazzi, en italien), 1991; *The Law of the Sea, The European Union and its Member States*, 1997; *The United Nations Compensation Commission: A Handbook* (coauteur, M. Frigessi di Rattalma), 1999; *Le controversie internazionali, nuove tendenze, nuovi tribunali (Les différends internationaux, nouvelles tendances, nouveaux tribunaux)*, 1999; directeur de publication de *Rivista di diritto internazionale privato e processuale* et de l'*Italian Yearbook of International Law*.

### **Sélection de livres et articles récents**

#### *Droit de la mer*

« La navigation » dans R. J. Dupuy et D. Vignes, *Traité du nouveau droit de la mer*. Paris-Bruxelles, 1985, p. 687 à 808. Édition anglaise : « Navigation », parue dans Dupuy-Vignes. *A Handbook on the New Law of The Sea*. Dordrecht, Boston, Lancaster, 1991, vol. 2, p. 835 à 976

*Codification du droit international et pratique des États dans le droit de la mer*. « Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye », t. 223, 1990-IV, p. 9 à 302

*The Law of the Sea : New Worlds, New Discoveries* (Actes de la vingt-sixième Conférence annuelle du Law of the Sea Institute) (ed. with E. Miles) Honolulu, 1993, p. X à 630

*L'Italia e il diritto del mare* (L'Italie et le droit de la mer) Milan, 1995, p. XXVI à 155

*The Law of the Sea: The European Union and its Member States*. La Haye, Boston, Londres, 1997, p. XXIV à 590

« The Jurisdiction of the International Tribunal for the Law of the Sea », *Indian Journal of International Law*, vol. 37, 1997, p. 396 à 419, version mise à jour dans P. Chandrasekhara Rao and Rahmatullah Khan (eds). *The International Tribunal for the Law of the Sea, Law and Practice*, La Haye, etc., 2001, p. 111 à 131

« Le règlement du Tribunal international du droit de la mer entre tradition et innovation » *Annuaire français de droit international*, t. 43, 1997, p. 341-367

« The Law of the Sea 'System' of Institutions ». *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, vol. 2, 1998, p. 325 à 340

« Compulsory » Conciliation in the U.N. Law of the Sea Convention », paru dans Goetz, Selmer, Wolfrum (ed.), *Liber Amicorum Guenther Jaenicke\_Zum 85. Geburtstag*, Berlin, etc., 1998, p. 611 à 629

« La codification du droit international : l'expérience du droit de la mer », Société française pour le droit international, Colloque d'Aix-en-Provence, *La codification du droit international*, Paris, 1999, p. 309 à 318

« Conflicts Between the International Tribunal for the Law of the Sea and the International Court of Justice », *New York University Journal of International Law and Politics*, vol. 31, 1999, p. 809 à 821

« The Settlement of Disputes According to the Straddling Stocks Agreement of 1995 », paru dans A. Boyle and D. Freestone (eds), *International Law and Sustainable Development*, Oxford, 1999, p. 253 à 269

« The Procedure Before the International Tribunal for the Law of the Sea: The Rules of the Tribunal and Related Documents », *Leiden Journal of International Law*, vol. 11, 1998, p. 565 à 594

« The Rules of the International Tribunal for the Law of the Sea », *Indian Journal of International Law*, vol. 38, p. 381 à 409, version mise à jour dans : P. Chandrasekhara Rao and Rahmatullah Khan (eds). *The International Tribunal for the Law of the Sea, Law and Practice*, La Haye, etc., 2001, p. 135 à 159

« The Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Maritime Navigation », paru dans *Singapore Journal of International and Comparative Law*, vol. 2, 1998, p. 541 à 556

« Private Maritime Law Litigation and the International Tribunal for the Law of the Sea », *Rabels Zeitschrift fuer auslaendisches und internationales Privatrecht*, vol. 63, 1999, p. 350 à

« New Trends in the Settlement of Disputes and the Law of the Sea Convention », paru dans H. Scheiber (ed.). *The Law of the Sea*, Kluwer, 2000, p. 61 à 86

« Le Tribunal international du droit de la mer et la multiplication des juridictions internationales », paru dans R. Ben Achour et S. Laghmani, *Justice et juridictions internationales*, Paris, 2000, 101-123, version corrigée in *Rivista di diritto internazionale*, 2000, 726 à 746

« The Role of Dispute Settlement Mechanisms in the Protection of the Marine Environment in Cases Concerning Economic Activities in the Sea and Seabed », paru dans The International Bureau of the Permanent Court of Arbitration (ed.), *International Investments and Protection of the Environment, The Role of Dispute Resolution Mechanisms*, La Haye, 2001, p. 97 à 121

*Autres sujets de droit international*

*Diritto internazionale, Parte Generale* (Droit international, partie générale) (coauteurs Giuliano et Scovazzi) Milan, 1991, p. XXVI à 643

*World Treaties for the Protection of the Environment* (coauteurs T. Scovazzi), Milan, 1992, p. 720

*The Environment after Rio, International Law and Economics.* (coauteurs L. Campiglio, L. Pineschi, D. Siniscalco), Londres, Dordrecht, Boston, 1994, p. XV11 à 285

« Recent Trends in the Settlement of International Disputes », paru dans *Cursos euromediterráneos de Derecho Internacional*, (J. Cardona ed.), vol. I, 1997, Pamplona, 1998, p. 395 à 437

*The United Nations Compensation Commission, A Handbook.* (coauteur M. Frigessi di Rattalma), La Haye, Londres, Boston, 1999

*Le controversie internazionali, nuove tendenze, nuovi tribunali. (Différends internationaux, nouvelles tendances, nouveaux tribunaux)*, Milan, 1999, p. XII à 292

« Advisory Opinions of the International Court of Justice on Questions Raised by Other International Tribunals », *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, 4. 2000, p. 215 à 231

« Some Practical Remarks on the Early Functioning of the International Criminal Court », paru dans M. Politi. G. Nesi (eds). *The Rome Statute of the International Criminal Court, A Challenge to Impunity*, Adelshot, etc., 2001, p. 271 à 280

## **Xu Guangjian (Chine)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 15 août 1931, province de Sichuan (Chine).

Fonctions actuelles : Membre du Tribunal international du droit de la mer.

Langues : Chinois, anglais.

### **Formation**

Département de politique internationale, Université de Qinghua, Beijing, 1950-1952.

Maîtrise de droit, Collège des affaires étrangères, Université populaire de Chine, Beijing, 1956.

### **Fonctions exercées**

- Depuis 2001 Juge au Tribunal international du droit de la mer.
- 1995-2001 Conseiller juridique et Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine.
- Depuis 1985 Professeur adjoint de droit international, Collège des affaires étrangères, Beijing.
- 1992-1995 Directeur général du Département du droit des traités, Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine.
- 1990-1992 Consul général (ayant rang d'ambassadeur) de la Chine à Sydney (Australie).
- 1985-1990 Directeur général adjoint, Département du droit des traités, Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine.
- 1965-1985 Directeur adjoint et Directeur, Département du droit des traités, Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine.
- 1956-1964 Conférencier et professeur associé de droit international, Collège des affaires étrangères, Beijing.

### **Carrière universitaire**

Vice-Président et Conseiller principal, Société chinoise du droit international.

Vice-Président de la Société chinoise du droit de la mer.

Maître de recherche, Institut de recherche Hainan de la mer de Chine du Sud.

Conseiller principal, Institut chinois des affaires maritimes.

**Activités professionnelles**

Représentant suppléant, délégation chinoise, à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1976-1982.

Chef de la délégation chinoise aux réunions suivantes :

- Consultations officieuses organisées par le Secrétaire général de l'ONU sur la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1993.
- Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1994.
- Sessions annuelles de la Réunion consultative du Traité de l'Antarctique, 1985-1989, 1994-1995 et 1998-1999.
- Sessions et consultations officieuses de la quatrième Réunion consultative spéciale du Traité de l'Antarctique sur les ressources minérales de l'Antarctique, 1985-1988.
- Sessions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de son sous-comité juridique (ONU, 1985-1989).
- Première et deuxième sessions du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification, 1993.
- Trente-troisième et trente-quatrième sessions du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1994-1995.

Chef de la délégation chinoise au Comité mixte d'inspection de la frontière sino-pakistanaise, 1985-1987.

Chef de la délégation chinoise au Comité mixte de démarcation de la portion orientale de la frontière sino-russe, 1992-1995.

Conseiller spécial auprès de la délégation chinoise à l'Assemblée générale des Nations Unies, 1993-1994.

Représentant de la Chine à la Sixième Commission de l'Assemblée générale, 1993-1994.

Chef suppléant de la délégation chinoise à la réunion d'inauguration de l'Autorité internationale des fonds marins, 1994.

Spécialiste hors classe, Séminaire sur la gestion des conflits latents dans la mer de Chine du Sud, de 1993 à 2001.

Chef du Groupe chinois d'experts des questions de la mer dans les négociations sur le tracé de la frontière sino-vietnamienne, de 1994 à 2001.

Conseiller juridique principal, Groupe d'experts chinois du tracé de la frontière sino-vietnamienne dans le golfe de Beibu, de 1995 à 2001.

**Conférences et publications**

Conférences et articles sur le droit international et le droit de mer, y compris notamment :

- « La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », *Annuaire chinois du droit international*, 1983.
- *Faits nouveaux dans le domaine du droit international de la mer*, Collège des affaires étrangères, 1983.
- *Le régime de mise en valeur de la zone internationale des fonds marins dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, Société chinoise du droit international, 1985.
- « Droit international et diplomatie », Société chinoise du droit international, 1993.
- *Questions juridiques ayant trait à l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, Société chinoise du droit de la mer, 1994.

**Alexander Yankov (Bulgarie)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 24 juin 1924, Bourgas (Bulgarie).

**Fonctions actuelles**

Juge au Tribunal international du droit de la mer. Président de la Chambre de règlement des différends relatifs au milieu marin.

**Titres universitaires**

Diplômé de la faculté de droit de l'Université de Sofia (1951).

Docteur en droit international de l'Université de Sofia (1963).

Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (1961).

**Carrière universitaire**

Professeur de droit international (depuis 1968).

Chef du Département de droit international de l'Université de Sofia (1980-1989).

Membre de l'Académie bulgare des sciences (depuis 1981); Chef de la Section du droit international (1988-1989).

Vice-Président de l'Académie bulgare des sciences, chargé des études sociales, politiques et juridiques, des sciences humaines et des relations internationales (1988-1991).

Docteur en droit *honoris causa* de l'Université libre de Bourgas (Bulgarie).

Chargé de cours d'études supérieures et de cours spéciaux sur le droit international, les organisations internationales et le droit de la mer à l'Université de Sofia, à l'Université de Plovdiv, et à l'Université libre de Bourgas, à l'Académie de droit international de La Haye, à l'Université maritime mondiale de Malmö (Suède), à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie), à l'Institut international de l'océan de l'Université de Dalhousie (Canada), à l'École diplomatique de Moscou, à l'École diplomatique de Lima, à l'Institut de droit public international et de relations internationales de Thessalonique (Grèce) et dans de nombreuses autres universités à l'étranger.

**Carrière juridique**

Membre de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie bulgare (1971-1987).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1971-1998).

**Carrière diplomatique**

Ambassadeur de la Bulgarie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1972-1976).

Vice-Ministre, Ambassadeur, Représentant permanent de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1976-1980).



Chef de délégations et de missions diplomatiques spéciales bulgares pour des négociations bilatérales et multilatérales.

Membre, chef adjoint et chef de la délégation bulgare à plusieurs sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1965-1980).

Représentant suppléant de la Bulgarie au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (1966-1967).

Membre de la délégation bulgare à la Conférence générale de l'UNESCO (1960).

Membre du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (1978-1981).

### **Postes de direction et participation aux conseils d'administration d'organisations internationales**

Vice-Président du Comité océanographique national de la Bulgarie (1969-1989).

Ministre des sciences et de l'enseignement supérieur (1989-1990).

Conseiller juridique spécial du Ministre des affaires étrangères (1958-1995).

Conseiller juridique de la Mission permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies (1996-1998).

Membre de l'Assemblée nationale (Parlement de la République de Bulgarie) (1986-1991) et membre de la Commission chargée de l'élaboration de la Constitution et de la Commission des affaires étrangères.

Vice-Président de l'Institut international de l'océan (depuis 1992).

Vice-Président du Sous-Comité juridique du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1968-1973).

Président de la Troisième Commission de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1982).

Président de la huitième Assemblée de l'OMI (1973-1974).

Président de la Quatrième Commission de la Conférence internationale pour la prévention de la pollution par les navires, Londres (1973).

Membre de la Commission du droit international (1976-1996; Président en 1984)

Vice-Président de la Commission océanographique intergouvernementale (1987-1991).

Membre du Conseil exécutif de l'Association de droit international (depuis 1973).

Vice-Président de l'Advisory Committee on the Protection of the Sea, Londres (1980-1996).

Membre de la Commission mondiale indépendante sur les océans, Lisbonne (1995-1998).

Membre du Conseil international du droit de l'environnement.

Membre de l'Institut de droit international (depuis 1979).

Membre de l'American Society of International Law (depuis 1967).

Membre de la Société française pour le droit international (depuis 1984).

Président de la Société bulgare de droit international (depuis 1980).

Président de l'Association nationale pour les relations internationales (depuis 1994).

Président de l'Union des scientifiques bulgares (1987-1989).

### **Prix et décorations**

Médaille d'or « Cyrille et Méthode » attribuée pour ses éminents travaux universitaires (1963), décoration « République populaire de Bulgarie » (1974), prix spécial et médaille décernés pour sa contribution distinguée à la politique étrangère bulgare (1984).

### **Principaux ouvrages publiés : livres, monographies et articles**

*Les réserves qui accompagnent les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice*, 1961, Sofia, Presses universitaires de Sofia (en bulgare avec un résumé analytique en français), 149 pages.

*L'Organisation des Nations Unies : nature juridique et statut international*, 1965, Sofia, Science and Arts Publishers (en bulgare), 329 pages.

*Le système européen de sécurité collective*, 1958, Sofia (en bulgare).

*Les principes du droit international appliqués à la pratique bulgare en matière de traités*, 1964, Sofia (en bulgare avec un résumé en français).

*La Déclaration des Nations Unies relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et le développement progressif du droit international*, 1972, Sofia, (résumé en français), 64 pages.

*Les Nations Unies et l'évolution du droit commercial international*, 1971, Sofia.

« Les liens entre la diplomatie bilatérale et la diplomatie multilatérale », *International Relations*, 1979, Sofia (en bulgare).

*La Déclaration universelle des droits de l'homme : un facteur important en matière de protection des droits de l'homme et des droits fondamentaux des nations*, 1970, Presses de Sofia. Édition de l'Association bulgare de droit international.

« The Third United Nations Conference on the Law of the Sea and the Establishment of New International Legal Order over the World's Ocean », 1981, dans *International Relations*.

« Le principe de l'égalité souveraine des États et ses conséquences pour le règlement pacifique des différends internationaux », dans *Thesaurus Acroasium*, vol. XVIII, Institut de droit public international et de relations internationales de Thessalonique, 1991.

« The significance of the 1982 Convention on the Law of the Sea on the Protection of the Marine Environment and the promotion of Marine Science and Technology », dans *The 1982 Convention on the Law of the Sea*. Publié sous la direction d'Albert W. Koers et Bernard H. Oxman. The Law of the Sea Institute of Hawaii, Honolulu, p. 71 à 94.

« A General Review of the New Convention on the Law of the Sea having a Bearing on Marine Science and its Application ». Colloque de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, Workshop Report No 32, Supplément.

*Les océans et le droit international*, vol. 1 à 5 (en russe), 1986-1991, Moscou, Académie soviétique des sciences (codirecteur de la rédaction et auteur de plusieurs parties).

*The United Nations Convention on the Law of the Sea, 1982. A Commentary* (corédacteur du volume IV). Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht-Boston-London, 1991.

« The Law of the Sea Convention and Agenda 21: Marine Environmental Implications ». Dans *International Law and Sustainable Development*. Publié par Alan Boyle et David Freestone. Presses universitaires d'Oxford 1999, p. 271 à 295.

« The International Tribunal for the Law of the Sea and its Comprehensive Dispute Settlement System of the Law of the Sea ». Dans *The International Tribunal for the Law of the Sea: Law and Practice*. P. Chandrsekhar Rao et Rahmatullah Khan, 2001, Société indienne de droit international. Imprimé au Royaume-Uni, 2001.

« Strengthening the Process of Codification and Development of the International Law Commission and increasing the Commitments of States ». Dans *International Law as a Language for International Relations. Proceedings of the United Nations Congress on Public International Law, New York, 13 au 17 mars 1995*. Kluwer Law International, p. 230 à 240.

« Irregularities in Fishing Activities and the Role of the International Tribunal for the Law of the Sea ». Dans *Festschrift for Judge Oda*. Max Planck Institute. Kluwer Law International, 2002.

« Current Fisheries Disputes and the International Tribunal for the Law of the Sea », Dans *Pacem in Maribus Conference*, Kluwer Law International, 2001.

**José Antonio de Yturriaga Barberán (Espagne)**

[Original : anglais et français]

Date et lieu de naissance : 12 octobre 1936, Grenade (Espagne).

**Activités universitaires**

Licencié en droit de l'Université de Séville (1958).

Docteur en droit par l'Université de Madrid (1965).

Maître de conférence en droit international à la faculté de droit de l'Université de Madrid (1961-1965).

Professeur de droit diplomatique et consulaire à l'Université de Madrid (1970-1971).

Professeur de droit international à l'École diplomatique (1970-1983, 1991-1992).

Professeur invité à l'Académie de droit international de La Haye (1978).

Membre de l'« International Law Association », de l'« Asociación Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional », de « Asociación Argentina de Derecho Internacional » et de l'Institut du droit international de l'espace.

Docteur *honoris causa* de l'Université linguistique de Moscou.

Membre d'honneur de l'Académie de sciences naturelles de Russie.

**Activités diplomatiques**

Membre du Service diplomatique espagnol depuis 1963.

Secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Monrovia (1965-1967).

Consul à Düsseldorf, Allemagne (1967-1970).

Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères (1970-1975).

Conseiller d'ambassade (culture) à Lisbonne (1975-1976).

Sous-Directeur général de la coopération terrestre, maritime et aérienne internationale au Ministère des affaires étrangères (1976-1981).

Chef du Service juridique international au Ministère des affaires étrangères (1981-1982).

Secrétaire général technique au Ministère des affaires étrangères (1982-1983).

Ambassadeur à Bagdad (1983-1987).

Ambassadeur à Dublin (1987-1991).

Ambassadeur-Président du Conseil supérieur des affaires étrangères (1991-1993).

Ambassadeur, Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (1993-1996).

Ambassadeur à Moscou (1997-1999).

Ambassadeur en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Bélarus, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Turkménistan, au Kirghizistan et au Tadjikistan (1997-1999).

Conseiller pour la sécurité et le désarmement au Ministère des affaires étrangères (2000).

Ambassadeur pour le droit de la mer (2001-...).

Conseiller juridique du Directeur exécutif du PNUE pour la Méditerranée (1976-1978).

Expert juridique d'INTELSAT (1977-1981).

Président du Groupe des fournisseurs nucléaires (1994-1995).

Arbitre pour les différends dérivés de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1999).

Président du Groupe sur le droit de la mer (COMAR) de l'Union européenne (2002).

Chef adjoint de la délégation espagnole au Sous-Comité des fonds marins et à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1971-1982).

Coordonnateur du groupe hispanophone dans le Comité de rédaction.

A participé à plusieurs conférences internationales sur le droit de la mer, telles que la Conférence de Bruxelles pour l'établissement d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1971), la Conférence d'Oslo pour la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets (1972), la Conférence de Paris sur le régime juridique des systèmes d'acquisition des données océaniques (1972), la Conférence de Stockholm sur l'environnement (1972), la Conférence de Londres sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets et autres matières (1972), la Conférence de Londres sur la prévention de la pollution par les navires (1973), la Conférence de Londres sur l'intervention en haute mer (1973), la Conférence de Paris sur la prévention de la pollution marine d'origine tellurique (1974), la Conférence de Barcelone sur la pollution marine en Méditerranée (1976), la Conférence de Londres sur la sécurité de la navigation (1978), la Conférence de Bruxelles sur l'abordage (1978), la Conférence d'Athènes sur la protection de la Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (1980), les Réunions de Paris sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001).

### **Décorations**

Chevalier et commandeur de l'ordre de Charles III.

Chevalier et commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique.

Commandeur de l'ordre du mérite civil.

Croix du mérite naval de première classe et Grande-Croix du mérite naval à signe distinctif blanc.

Croix du mérite maritime (France).

Ordre de Saint-Georges (Fédération de Russie).

**Publications***Livres*

*Evolución político-internacional de Guinea Ecuatorial.* Escuela Diplomática. Madrid, 1965.

*Participación de las Naciones Unidas en el proceso de descolonización.* Consejo Superior de Investigaciones Técnicas, Madrid, 1965.

*La actual revisión del Derecho del Mar: una perspectiva española: Textos y Documentos.* Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1974 (2 vol.).

*La tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre Derecho del Mar* (en colaboración con José M. Lacieta y José A. Pastor). Ministerio de Asuntos Exteriores, Madrid, 1978.

*Regional Conventions on the protection of the marine environment.* Sijthoff & Noordhoff, Alphen aan den Rijn, Países Bajos, 1978.

*Straits used for international navigation: a Spanish perspective.* M. Nijhoff, Dordrecht, Londres, 1991.

*La III Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar: una perspectiva española* (en colaboración avec José Manuel Lacleta et José Antonio Pastor). À publier.

*Ámbitos de soberanía en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar: una perspectiva española.* Ministerio de Asuntos Exteriores, Madrid, 1993.

*Ámbitos de jurisdicción en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar: una perspectiva española.* Ministerio de Asuntos Exteriores, Madrid, 1995.

*The International Regime of Fisheries: From UNCLOS 1982 to the Presential Sea.* Kluwer Law International, Dordrecht, Boston, Londres, 1997.

*Articles*

« Colonización-Descolonización ». *Revista de Estudios Políticos*, vol. 127, 1963.

« Desarrollo de las disposiciones de la Carta relativas a los territorios no autónomos a través de la práctica de la ONU ». *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. XVI(1-2), 1963.

« Relations entre les Nations Unies et les organisations régionales africaines ». *Revue égyptienne de droit international*, vol. 19, 1963.

« Current Spanish Literature in International Law ». *Revue égyptienne de droit international*, vol. 19, 1963.

« Grupos políticos y organizaciones regionales africanas ». *Revista de Estudios Políticos*, vol. 132, 1963.

« Non Self-Governing Territories: The Law and the Practice of the United Nations ». *Yearbook of world affairs*, vol. 18, 1964.

« Las Organizaciones Internacionales y la soberanía de los Estados ». *Revista de Estudios Políticos*, vol. 135-136, 1964.

- « Sentencia del Tribunal Internacional de Justicia sobre el Camerún Septentrional ». *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. XVII(3), 1964.
- « Actitud de los Estados africanos ante la solución jurisdiccional de controversias ». *Revista de Política Internacional*, vol. 87, 1965.
- « Actitud de los nuevos Estados ante el Tribunal Internacional de Justicia ». *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. XVIII(2), 1965.
- « L'Organisation de l'unité africaine et les Nations Unies ». *Revue générale de droit international public*, vol. 2, 1965.
- « Convenio de Oslo de 1972 para la prevención de la contaminación de vertidos desde buques y aeronaves ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. I(1), 1973.
- « Convenio de Londres de 1972 sobre prevención de la contaminación por vertimiento de desechos y otras materias ». *Anuario del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional*, vol. IV, 1973.
- « Navigation through the Territorial Sea, including straits used for international navigation ». Dans *Hazards of Maritime Transport*. Ballinger, Cambridge (Royaume-Uni), 1973.
- « Preservación del medio marino: una perspectiva global ». Dans *La revisión del Derecho del Mar: una perspectiva española*. Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1974, vol. I(2).
- « Investigación oceanográfica: perspectiva global ». Dans *La revisión del Derecho del Mar: una perspectiva española*. Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1974, vol. I(2).
- « Convenio de París de 1974 para la prevención de la contaminación marina de origen terrestre ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. II(1), 1975.
- « Convenio de Helsinki de 1974 sobre prevención del medio marino en el Báltico ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. I(2), 1975.
- « El Decreto 801/1972 sobre ordenación de la actividad de la Administración del Estado en materia de tratados internacionales ». *Anuario de Derecho Internacional*, vol. I, 1975.
- « Convenio de Barcelona de 1976 para la protección del Mar Mediterráneo contra la contaminación ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. III(1), 1976.
- « La Comunidad Económica Europea y la protección del medio acuático contra la contaminación ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. III(3), 1976.
- « Preservación del medio marino y lucha contra la contaminación ». *Boletín del Instituto Español de Oceanografía*, mai 1977.
- « Convenio de Londres de 1977 sobre responsabilidad civil por daños por contaminación de hidrocarburos, derivada de la explotación de los recursos minerales del subsuelo marino ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. IV(3), 1977.
- « La cooperación europea en el ámbito espacial », *Revista de Instituciones Europeas*, vol. VII(1), 1980.

- « Estatuto jurídico del Estrecho de Gibraltar y consecuencias de la construcción de una obra fija ». *Anuario del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional*, vol. VI, 1980.
- « Normas internacionales relativas a la contaminación causada por la exploración y explotación de los fondos marinos ». *Anuario de Derecho Marítimo*, vol. I, 1981.
- « La protección y preservación del medio marino en la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar ». Dans *La práctica legal para la protección del medio marino contra la contaminación*. Comisión Permanente del Pacífico Sur, Bogotá, 1981.
- « International Legal Regime of Fisheries ». *Sixth Meeting of the West European Graduate Education Marine Technology*, Madrid, 1982.
- « Posición española en la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar ». *Curso de la Universidad Menéndez y Pelayo*, Las Palmas (Espagne), 1982.
- « Posición actual de España en materia de pesca ». *Simposio de la Cátedra Alfonso VI*, Zaragoza (Espagne), 1983.
- « Aspectos jurídicos de la eliminación de residuos radiactivos en el mar ». Dans *Problemas internacionales del medio ambiente*. Universidad Autónoma, Barcelona, 1984.
- « Spanish bibliography on the Law of the Sea ». Dans N. Papadakis/S. Glassner, *International Law of the Sea and Marine Affairs: A Bibliography*. M. Nijhoff, La Haye, 1984.
- « Protection of the marine environment against pollution ». *Yearbook of the Association of Attendees and Alumni of The Hague Academy*, vol. 54-55-56, 1984/1985/1986.
- « Disposal of nuclear waste into the sea ». Dans *The Future of the International Law of the Environment*. M. Nijhoff, Dordrecht, 1985.
- « Evolución del consenso en la práctica de las Naciones Unidas: la Conferencia sobre el Derecho del Mar ». *Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad Complutense*, vol. 13, 1987.
- « Los Estados en situación geográfica desventajosa: una categoría jurídica injustificada ». *Libro Homenaje a José Pérez Montero*, Oviedo (Espagne), 1988.
- « Attitudes in Ireland towards the survivors of the Spanish Armada ». *The Irish Sword*, vol. VII(69), 1990.
- « Evolución de los Convenios europeos de Oslo y París sobre contaminación marina ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. XVII(3), 1990.
- « Regulación sobre eliminación de desechos en los tratados internacionales relativos a la contaminación marina ». *Anuario Argentino de Derecho Internacional*, vol. IV, 1991.
- « El sobrevuelo en los estrechos utilizados para la navegación internacional ». *Anuario del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional*, vol. IX, 1991.



- « Actuación de la CE en el conflicto del Golfo ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. XVIII(2), 1991.
- « Cooperación Marítima Internacional ». *Jornadas sobre Cooperación Internacional*, Bilbao (Espagne), 1992.
- « Evolución de la Unión Europea: ¿profundización o ampliación? » *Revista de Instituciones Europeas*, vol. XIX(2), 1992.
- « La seguridad europea y los países neutrales de Europa ». *Cuadernos de la Escuela Diplomática*, vol. II(7), 1992.
- « Situación actual de Europa: de la guerra fría a la convivencia ». *II Jornadas de Derecho Europeo*, Córdoba (Espagne), 1992.
- « Líneas directivas de la política exterior de España ». *Boletín de Información del Centro Superior de Estudios de la Defensa Nacional*, No. 228, 1992.
- « Spain Extends to 24 Miles the Outer Limit of her Contiguous Zone ». *Law of the Sea Lieder* 5(9), 1993.
- « Convenio de París de 1992 para la protección del medio marino del Atlántico Nordeste ». *Anuario del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional*, vol. XI, 1994.
- « Vicisitudes del Tratado de Maastricht ». *III Jornadas de Derecho Europeo*, Córdoba (Espagne), 1995.
- « Canada's Presencial Sea de facto ». *Law of the Sea Lieder*, 6(5), 1995.
- « Los mares presenciales: del dicho al hecho no hay tanto trecho ». *Anuario del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional*, vol. XII, 1995.
- « El conflicto pesquero canadiense comunitario: ¡Y luego dicen que el pescado es caro! ». *Revista de Instituciones Europeas*, vol. XXII(1), 1995.
- « Canada's Non-Compliance with International Law in the Arrest of the Spanish Vessel Estai in the High Seas ». *Law of the Sea Lieder*, 6(6), 1995.
- « La PPC, Canadá y el Acuerdo sobre Pesca en Alta Mar ». *Gaceta Jurídica de la CE*. Boletín No. 105, juillet-août, 1995.
- « La Unión Europea en la encrucijada: de Maastricht a la IV ampliación ». *IV Jornadas de Derecho Europeo*, Córdoba (Espagne), 1995.
- « Fishing in the High Seas: From the 1982 UN Convention on the Law of the Sea to the 1995 Agreement on Straddling and Highly Migratory Fish Stocks ». *African Yearbook of International Law*, 1996.
- « De la IV ampliación de la UE a la CIG-96 ». *V Jornadas de Derecho Europeo*, Córdoba (Espagne), 1996.
- « Acuerdo de 1995 sobre conservación y ordenación de las poblaciones de peces transzonales y altamente migratorios ». *Anuario Argentino de Derecho Internacional*, vol. VII, 1996.
- « Origins and Development of the Barcelona Convention on Marine Pollution in the Mediterranean ». Dans Nicolai A. Kowalsky (éd.), *Europe, the Mediterranean, Russia: Perception of Strategies*, Moscou, 1998.

« Rusia y España ante el derecho del mar: el problema de la pesca ». *Universidad Estatal Lingüística*, Moscou, 1998.

« The ICJ Judgment on the Fisheries Jurisdiction Case ». Dans *Libro Homenaje al Juez Shigeru Oda*, Kluwer Law International, La Haye, 2001.

« La Convención sobre la Protección del Patrimonio Cultural Subacuático ». *Libro Homenaje a Ernesto Rey Caro*. Córdoba (Espagne), 2002.

---